

---

# le prolétaire

parti communiste international ( programme communiste )



**24**

---

# PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

## CORRESPONDANCE

Pour la France

Editions Programme  
3 Rue Basse Combalot  
69007 Lyon

Pour la Suisse

Editions Programme  
Ch. de la Roche 3  
1020 Renens

Pour l'Italie

Il Comunista  
C. P. 10835  
20110 Milano

Supplément au «prolétaire» n° 455 (Oct.-Nov.-Déc. 2000), organe du parti communiste international imprimés par nos soins. Réédition juin 2002

## - TABLE DES MATIERES -

- **Présentation** 1
- **Nécessité du parti politique de classe**  
*(Il Programma Comunista, 16-30 juin 68)* 2
- **Puissance et limites du mouvement de grève**  
*(Le Prolétaire n°55, juin 68)* 6
- **«La grande force tranquille», formule de la défaite ouvrière, les élections enterrement de première classe de la lutte prolétarienne**  
*(Le prolétaire n°55, juin 68)* 15
- **La contestation, antithèse de la Révolution**  
*(Le Prolétaire n°55, juin 68)* 17
- **Manifeste du Parti Communiste International sur la grève générale (juin 1968)** 20
- **Principaux tracts diffusés par le Parti Communiste International en mai 68** 26
- **Annexe: L'idéologie soixante-huitarde et le communisme révolutionnaire**  
*(Le prolétaire n°271, juillet 1978)* 37

---

# PRÉSENTATION

Le lecteur ne doit chercher dans cette brochure ni une analyse des causes et des circonstances ni une histoire des «événements» - comme on le disait alors - de mai 68. Nous avons simplement réuni les textes les plus significatifs qui illustrent la parfaite cohérence avec les principes fondamentaux du communisme révolutionnaire de la position défendue par notre minuscule organisation au cours de la gigantesque grève générale .

Le premier texte, qui donne aussi son titre à la brochure, est l'éditorial de notre organe d'alors en italien («Il programma comunista»); il tire la leçon générale de cette vague prolétarienne. Il est suivi par 2 articles publiés sur le n° du «Prolétaire» daté de juin 68, paru alors que le mouvement de grèves n'était pas terminé - les ouvriers, en grève, de l'imprimerie ayant accepté d'imprimer ce n° par solidarité avec son contenu: le premier article («Puissance et limites du mouvement de grève») analyse les forces et les faiblesses de ce gigantesque mouvement spontané, dénonce sa «politisation» réformiste et appelle à la reconstitution du parti de classe; le second («La "grande force tranquille", formule de la défaite ouvrière, les élections, enterrement de première classe de la lutte prolétarienne»), diffusé aussi en tract, dénonce le rôle antiprolétarien de l'opportunisme qui s'appuie sur les vieilles traditions pacifistes, légalistes et électoralistes pour contenir et faire rentrer dans le rang la vague de grèves.

Le «Manifeste du P.C.International sur la grève générale», manifeste international, diffusé en français sous forme de tract et en italien sur «Spartaco» du 16-30 juin 68, la feuille syndicale diffusée alors par le parti, sous le titre: «La classe ouvrière française s'est dressée, gigantesque: que la leçon de ce puissant mouvement ne soit pas perdue!», reprend les positions du parti et énonce une série de revendications générales qui dessinent une orientation de classe à la lutte revendicative. A sa suite sont reproduits les principaux tracts publiés par le parti en mai.

Enfin, bien que ce ne soit pas là l'objet de cette courte brochure, nous avons jugé intéressant de donner en annexe le compte-rendu d'un rapport à une réunion générale du parti consacré à la critique de l'idéologie soixante-huitarde.

---

## La grande leçon de mai - juin 68: Nécessité du parti politique de classe

*(«Il programma comunista», n°11 / 16-30 juin 1968)*

*La position défendue par notre parti au cours des «événements» de mai-juin 68 était radicalement différente non seulement de l'orientation antiprolétarienne des grands appareils opportunistes, au premier rang desquels le PCF et la CGT, mais aussi de celle de tous les courants et organisations «révolutionnaires» qui tenaient le haut du pavé, en ce mois de mai 68 et dans les années qui suivirent. Pour ces derniers, qu'ils soient anarchistes, maoïstes, conseillistes, spontanéistes ou «trotskystes», l'idée même que la révolution est impossible sans la **direction** de l'**organe** suprême de lutte du prolétariat qui est le parti de classe, constitué sur la base du programme communiste **orthodoxe** et du marxisme **invariant**, était une absurdité que ne pouvaient soutenir que des sectaires impénitents désespérément attardés.*

*Convaincus qu'il fallait mettre «l'imagination au pouvoir» et «prendre ses désirs pour la réalité», tous ces groupes confusionnistes se croyaient très révolutionnaires parce qu'ils repoussaient au nom de la «créativité» les «vieilles» théories communistes et rejetaient le rôle central du parti marxiste dans la lutte de classe, que ce soit de façon explicite au nom de la spontanéité souveraine des masses, ou de façon implicite, par la recherche d'expédients de toute nature qui contourneraient ce fait irréductible que l'opportunisme contre-révolutionnaire restait la force hégémonique dans la classe ouvrière.*

*La juste position révolutionnaire est exactement l'inverse; c'est ce que rappelait un éditorial de l'organe d'alors du parti en langue italienne, tirant les premiers enseignements de ce gigantesque mouvement de grève alors même qu'il n'était pas encore complètement terminé («Necessità del partito politico di classe»).*

### UNE GRANDE LUTTE TRAHIE

Les luttes de mai du prolétariat en France qui se sont ensuite prolongées dans les principales usines métallurgiques et automobiles, les marins et les dockers, montrent d'un côté la grande capacité de lutte directe de la classe

---

ouvrière, et de l'autre l'alliance objective des partis opportunistes traîtres, le PCF, le PSU, avec les intérêts généraux de conservation sociale du capitalisme, la fonction franchement contre-révolutionnaire de la politique de la CGT, la centrale syndicale dirigée par les faux communistes en union avec les autres centrales syndicales jaunes et blanches. Le déroulement de la lutte que la presse bourgeoise et philistine elle-même n'a pu cacher, a mis en relief la fonction éminemment contre-révolutionnaire des dirigeants syndicaux qui, surpris par l'initiative ouvrière, ont essentiellement organisé, non pas la lutte, mais la constitution d'un véritable cordon sanitaire autour des usines où ils ont incité les prolétaires à s'auto-emprisonner. Les piquets se sont constitué à l'initiative de la CGT pour empêcher que les ouvriers communiquent avec l'extérieur, qu'ils se lient les uns aux autres, d'usine à usine. Le cadre tactique de la contre-révolution était clair: l'Etat avec ses forces de répression policière se tenait derrière l'appareil bureaucratique de la bonzerie syndicale; il n'est pratiquement jamais intervenu directement, mais a assuré les arrières de ces traîtres chevronnés pour qu'ils puissent accomplir sans difficulté leur besogne meurtrière, tandis que dans les bureaux gouvernementaux ils s'entendaient avec les ministres de ce de Gaulle tant vitupéré pour aboutir à des concessions salariales et autres capables de détourner l'attention des masses en lutte. Entre-temps on laissait la masse petite-bourgeoise des étudiants se manifester dans son folklore typique, tout en la réprimant quand des flambées inconscientes de violence menaçaient de se propager aux ouvriers en lutte.

La petite-bourgeoisie contrôlée par l'Etat, les prolétaires contrôlés par les syndicats sur le terrain de la lutte directe, toutes les deux contrôlées par les partis respectifs sur le terrain de l'action politique! Le régime capitaliste a organisé la division du travail sur le plan de la production comme sur le plan social et politique. C'est à cela que sert l'organisation de l'opportunisme politique et syndical. L'unité s'est réalisée en faveur de l'Etat capitaliste, autour de qui se sont rassemblées les forces des partis politiques et des syndicats. L'Etat n'a jamais été mis en cause (...).

A bas de Gaulle peut-être, mais vive la démocratie, c'est-à-dire vive le régime capitaliste!

Les syndicats n'ont jamais appelé à la grève générale. Les syndicats n'ont voulu des indications de lutte aux masses entrées dans l'action directe. Le faux parti communiste français, tout comme la CGT n'a pas prévu la grève, parce qu'il ne l'a jamais voulue; et quand elle a éclaté dans toute sa puissance, il ne lui a pas donné une orientation de classe. (...). Tous les mensonges diffusés depuis quarante ans se sont révélés être ce que les vrais communistes ont toujours dénoncés: trahison, contre-révolution, para-fascisme. Le PCF, tous les soi-disant partis communistes, les dirigeants de tous les syndicats, sont au service de la réaction capitaliste. C'est cette tragique

---

et inéluctable vérité que les formidables grèves du prolétariat de France ont confirmé.

Le prolétariat mondial saura-t-il comprendre cette terrible leçon?

### **TOUS POUR LA RÉFORME, TOUS CONTRE LE PARTI**

Les «innovateurs», ceux capitalistes qui ont répété jusqu'à la nausée que le capitalisme actuel est complètement différent du capitalisme d'hier, et ceux opportunistes qui, reprenant ce mensonge intéressé ont appris au prolétariat à remplacer la préparation révolutionnaire par la préparation démocratique et électorale; ces agents des classes possédantes, laquais petits-bourgeois, intellectuels, politiciens, curés de toutes les couleurs, toujours prêts à se vendre au plus offrant pour être dispensés du travail matériel, tous ces gens jusqu'au dernier, ont dû recourir aux «vieilles» méthodes, aux «vieilles» idées pour bloquer l'initiative ouvrière.

Leurs «nouveau» sont restées sur le papier, dans les livres. Sur le terrain, dans le feu de la lutte générale, ils n'ont rien su dire de neuf. (...)

Le «nouveau» a accouché de l'ancien, de l'usé. Ces «jeunes avant-gardes» ne se sont pas rendus compte qu'elles naissaient déjà vieilles et décrépites. C'est la fable de «l'usine aux ouvriers», du «bureau aux employés», de «l'université aux étudiants», et pour que la farce soit complète, dans la France mère de la démocratie et du mensonge, du «football aux footballeurs»! Aucun de ces gens n'a rien à dire au prolétariat qui n'ait déjà été enseveli par l'histoire, par deux guerres mondiales, noyé dans le sang de dizaines de millions de prolétaires.

Ils ont contribué à accroître la confusion dans les rangs ouvriers; ils ont objectivement secondé les professionnels de la trahison et les capitalistes dans leur travail d'étranglement de la lutte révolutionnaire de classe. Ils ont désarmé la classe ouvrière au moment précis où elle allait s'approcher de l'arsenal de classe. Contre eux le prolétariat devra conduire la même lutte violente que contre le capitalisme et contre l'opportunisme officiel.

*Après avoir rappelé la sainte-alliance antiprolétarienne, des Etats-Unis à l'URSS, pour venir en aide à la bourgeoisie française face aux dangers de la lutte ouvrière, après avoir rappelé qu'aujourd'hui l'alliance du capitalisme et de l'opportunisme politique et syndical est plus étroite qu'hier, lorsqu'elle préparait la voie à la sanglante réaction fasciste, l'article constatait que: le grand absent en France et dans le monde est le parti.*

### **SANS LE PARTI, LA DÉFAITE**

En France, le prolétariat a pu constater les conséquences tragiques de cette absence. Les luttes formidables, l'énergie de classe manifestée par la

---

classe ouvrière, se sont dispersées dans les multiples canaux dans lesquels les ont attirées, en l'absence d'une direction sûre, décidée, courageuse, celle du parti communiste révolutionnaire, les divers partis constitutionnels, de la «gauche» opportuniste au radicalisme petit-bourgeois, du centre bourgeois à la droite gaulliste. Si le PCF et la CGT ont emprisonné les ouvriers dans les usines et se sont substitués à l'Etat pour exercer la fonction de police capitaliste, les autres groupes politiques, petits ou grands, les anarchistes, les trotskystes, les ouvriéristes, les maoïstes, ont lancé des indications contradictoires et équivoques et, surtout, n'ont pas posé la vraie question, celle du parti. La plupart ont tout fait pour discréditer le parti de classe, pour convaincre les prolétaires que le parti ne sert plus à rien et que le syndicat n'est plus utile, et que la théorie révolutionnaire, le marxisme, est dépassée; ils se mettaient ainsi sur le même plan que les partis traîtres et les centrales syndicales contre-révolutionnaires.

La grève générale en France a posé de façon brutale l'alternative que notre parti a indiquée dès sa naissance: ou bien le parti communiste mondial resurgit, ou bien une nouvelle défaite, plus dure, profonde et sanglante, attend les masses ouvrières internationales. Plus lente sera cette résurrection politique, plus douloureux sera le chemin de la préparation révolutionnaire.

Cacher cette vérité élémentaire aux masses signifie les trahir une fois de plus, les pousser à la défaite et préparer le terrain pour la troisième guerre impérialiste vers laquelle le capitalisme se dirige inéluctablement.

On ne doit jamais cacher la vérité au prolétariat, si terrible qu'elle soit. Il faut dire clairement que la classe ouvrière, même dans ses luttes les plus généreuses et les plus héroïques, ne représente pas un danger décisif pour le capitalisme **si elle n'est pas dirigée par son parti politique de classe.**

Il faut répéter ouvertement, sans chercher à dorer la pilule, que la reconstitution du parti communiste révolutionnaire n'est pas le résultat d'un jour de lutte, ni de la volonté d'un groupe de penseurs, et encore moins la conséquence d'accords, d'alliances, de dialogues entre des groupes ou partis politiques disparates. Le parti politique de classe est le résultat naturel d'une lutte longue, profonde et sans quartier contre tous les ennemis de la révolution communiste, au cours de laquelle une avant-garde prolétarienne s'approprie les instruments programmatiques politiques et organisationnels transmis par la tradition de lutte révolutionnaire du communisme marxiste. C'est dans le feu de cette lutte que se forment les rangs du parti de classe, en affrontant les ennemis du prolétariat sur le terrain de la lutte de classe partout où elle se manifeste, en encadrant les ouvriers les plus combattifs et décidés pour influencer les grandes masses à travers ses organes spécifiques dans les usines, les syndicats, dans toutes les organisations de classe, pour donner au prolétariat dans une indication programmatique et politique unique et unitaire les objectifs immédiats et finaux de la lutte.

---

## Puissance et limites du mouvement de grève

(«Le Prolétaire», n°55, juin 1968)

### 1936-1968 : TRENTE DEUX ANNÉES DE SOUMISSION !

Neuf millions de grévistes contre deux millions seulement au plus lors de l'agitation de 1936! Même en faisant la part de l'augmentation du nombre des salariés depuis cette date, ces deux chiffres illustrent bien l'extension exceptionnelle du mouvement de grève actuel.

1936-1968: trente deux ans! Il a fallu que passent trente deux longues années pour qu'explode enfin la colère ouvrière si longtemps déviée, si longtemps comprimée. Trente deux années de soumission complète du prolétariat à la bourgeoisie, pendant lesquelles la classe ouvrière a subi alternativement la guerre Impérialiste et l'exploitation capitaliste sans parvenir à esquisser un geste de révolte de portée générale; voilà défini brutalement l'état de décomposition dans lequel se trouvait le mouvement ouvrier et dont il serait puérilement optimiste de croire que l'explosion actuelle suffira à l'arracher.

Durant toute cette période, le prolétariat n'a pu trouver la force de s'affirmer, face à la classe ennemie, avec son programme, ses revendications, ses méthodes de lutte. La crise de 1936, la bourgeoisie avait su la résorber par la manoeuvre politique du gouvernement de «Front Populaire» qui, satisfaisant certaines revendications économiques de la classe ouvrière, obtint en échange son adhésion à la guerre Impérialiste, seule solution bourgeoise à la crise (la guerre devait du reste balayer les avantages économiques obtenus: ne lutte-t-on pas aujourd'hui pour les 40 heures «accordées» en 1936?). A la suite des communistes dégénérés devenus les farouches défenseurs de la patrie, le prolétariat rejeta l'Internationalisme et participa à la guerre de sa bourgeoisie, à la guerre impérialiste maquillée en croisade contre le fascisme.

---

Soumis à la bourgeoisie pendant la guerre il le resta la paix revenue, espérant recueillir les fruits de son sacrifice, comme on le lui avait promis.

Dans le climat d'union nationale de la Libération, il dut se contenter de voir siéger des ministres «communistes» sous la présidence de de Gaulle. Ils se Chargèrent de l'exhorter à la patience: il fallait reconstruire, c'est-à-dire permettre au Capital de se reconstituer, et celui-ci ne manquerait pas de céder quelque chose ensuite.

Telle est fatalement la position de ceux qui ont renoncé à toute perspective révolutionnaire: pour eux, l'amélioration du sort des ouvriers ne peut découler que d'une expansion du Capital, c'est-à-dire d'un élargissement de l'exploitation capitaliste qui entraîne nécessairement (mais cela, justement, ils le cachent soigneusement), crises et guerres.

L'ordre fermement établi, le cap difficile de la reconversion de l'économie de guerre franchi, la bourgeoisie se débarrassa de ses auxiliaires «communistes», plus utiles désormais dans l'opposition purement parlementaire qu'au gouvernement. L'expansion prit son essor; une certaine amélioration matérielle s'ensuivit par rapport à la période de pénurie de l'immédiat après-guerre, et la classe ouvrière plaça son espoir dans une victoire électorale des partis de «gauche». Toutefois, un climat de profonde instabilité politique s'installait, qui traduisait la mutation de la société française consécutive à la guerre: le colonialisme agonisait et l'impérialisme moderne prenait partout sa place; la structure économique petite bourgeoise craquait de tous côtés et la France s'industrialisait. Le personnel politique traditionnel de l'Etat français, issu de la petite bourgeoisie, manifestant son impuissance, la grande bourgeoisie prit directement en mains les rênes du gouvernement, sous les auspices du Sauveur national de Gaulle. La crise politique ainsi surmontée et l'héritage colonial liquidé au mieux des intérêts du capitalisme français, la solution impérialiste s'imposa massivement dans tous les secteurs de la vie économique: accumulation forcenée, concentration et donc transformation profonde de la structure productive, dans un climat international marqué par une concurrence de plus en plus impitoyable.

De larges fractions de la classe ouvrière furent séduites par la fable du «pouvoir personnel»: si de Gaulle peut tout en direction du pire, comme l'affirme la Gauche démocratique, pourquoi ne pourrait-il pas aussi améliorer le sort des ouvriers? Et l'on attendait l'«année sociale». On eut le plan de stabilisation et les débuts d'une crise qui, conjuguée aux effets d'une concurrence internationale de plus en plus vive, a amené un développement important du chômage, auquel la classe ouvrière française, qui n'avait pas eu à en souffrir depuis longtemps, fut particulièrement sensible.

Sans comprendre encore que l'expansion ne pouvait conduire qu'à une crise générale, mais débarrassée par l'expérience de quelques unes de ses plus grosses illusions, la classe ouvrière passa à l'action directe, l'explosion

---

étant amorcée par l'éclatement d'un antagonisme secondaire, de tout autre nature, la crise universitaire.

Le mouvement de grève actuel se présente à l'origine comme une négation radicale de la tactique qu'avaient jusque là imposée les organisations syndicales à une classe ouvrière divisée, désarmée, peu sûre de sa propre force. Déclenché le 14 mai à Sud-Aviation, le mouvement s'étend spontanément, gagne presque immédiatement les secteurs essentiels de la métallurgie et des transports, prend enfin un caractère quasi-général. Les syndicats sont dépassés par une agitation qui condamne toute leur politique. Les champions du simulacre de grève, privé de tout effet puisqu'on prévient l'adversaire que l'arrêt de travail ne durera que 24 h., quel que soit le résultat obtenu, se trouvent débordés par un mouvement qui prend d'emblée un caractère illimité et manifeste la volonté des ouvriers de se battre pour obtenir réellement satisfaction. Les partisans de l'agitation catégorielle se retrouvent en face d'un mouvement qui se généralise et finit par englober toutes les catégories.

Mais ce mouvement déclenché en dehors d'eux et dans une certaine mesure contre eux puisqu'il rompt avec les méthodes de lutte qu'ils préconisent en toute occasion, les syndicats ne vont pas tarder à le reprendre en mains et à le faire rentrer dans l'ornière habituelle.

### **AMPLEUR ET LIMITES DU MOUVEMENT SPONTANÉ**

C'est que, si la lame de fond gréviste a été suffisamment puissante pour imposer d'emblée un terrain de lutte complètement différent de celui des syndicats, elle n'a pu emporter tous les obstacles et s'est laissée canaliser. Méfiants à l'égard du syndicat avant la grève, la déclenchant par dessus sa tête, l'étendant de leur propre initiative, les ouvriers agissent ensuite pendant la grève comme s'ils trouvaient normal que les bonzes syndicaux restent malgré tout chargés de la conduire à son terme. Ce mouvement spontané qui avait porté la base ouvrière à l'avant-garde dans une grande explosion de colère semble soudain s'immobiliser pour laisser le temps à l'arrière-garde de la bureaucratie syndicale de rattraper le cortège et d'en prendre la tête.

Là se trouve la limite du mouvement qui ne trouve pas en lui-même la force d'aller jusqu'au bout de la route sur laquelle il s'est engagé. Certes, les ouvriers ont déjà remporté une magnifique victoire; une victoire sur leur propre indécision, sur leur propre division, sur leurs propres organisations. Mais parvenus à ce résultat, ils s'arrêtent, apparemment convaincus que l'essentiel est acquis désormais, que cette victoire sur eux-mêmes et leurs syndicats est déjà la victoire sur l'ennemi de classe, sur le patron et sur l'Etat,

Leurs illusions se dissipent par la suite; elles permettent pour l'instant la reprise en mains syndicale. Tout d'abord, le mouvement s'amplifiant, les

---

syndicats se gardent de l'étendre: le mot d'ordre de grève générale ne sera jamais lancé par les Directions nationales des syndicats et la C. G. T. précisera bien en toutes circonstances qu'elle ne l'a pas lancé. Toutefois, malgré les syndicats, le mouvement devient général; les syndicats se refusent alors à l'unifier, s'efforçant au contraire de le cloisonner à l'extrême

Paradoxalement, en apparence du moins, le moyen de cette reprise en mains ce sont les grévistes eux-mêmes qui l'ont offert en occupant les usines. De l'expression maladroite et incomplète d'une radicalisation du mouvement ouvrier, les syndicats ont réussi à faire une arme pour la défense de l'ordre. Que voulaient les grévistes en occupant les usines? Obtenir d'abord que la grève soit totale et donc anéantir complètement les jaunes; manifester aussi leur détermination en agissant massivement et donc éviter la dispersion qui livre chacun à ses préoccupations individuelles

Qu'ont fait les syndicats de l'occupation des usines? Utilisant habilement une limitation corporative du mouvement se manifestant justement par le repli sur l'entreprise, ils ont délibérément emprisonnés les ouvriers dans les usines, obtenant ainsi qu'un mouvement quasi-général reste finalement cloisonné, privé de cette direction générale dont ils ne voulaient se charger à aucun prix. Ainsi la rue demeurerait interdite à l'ouvrier, de même que le contact avec son camarade d'une autre corporation ou d'une autre entreprise. La force du mouvement, son cloisonnement la rendait passive. Le syndicat refusait de prendre en charge nettement les revendications d'ensemble qui, pourtant, se dégageaient d'elles-mêmes des multiples revendications avancées par les ouvriers dans chaque entreprise; la bureaucratie syndicale gardait ainsi les mains libres pour la négociation au sommet et forgeait les bases d'un éventuel émiettement de la grève. Bref, tous les efforts des syndicats ont tendu sans relâche à empêcher le vaste mouvement de grève de prendre nettement un caractère de classe.

### **IMPÉRIALISME ET LUTTE DE CLASSE**

Toutes les conditions existaient pourtant pour qu'au cours de cette crise l'affrontement direct entre l'Etat et les salariés révèle en toute clarté le caractère de classe du conflit entre le Capital et le Travail. Du côté du salariat, l'ampleur et la détermination d'un mouvement portant avant tout sur des revendications essentielles, celles qui touchent à l'augmentation du prix de la force de travail et à la réduction du temps de travail. Du côté du Capital, l'obligation vitale de résister, à cause des conditions extrêmement dures de la concurrence internationale, sur ces catégories fondamentales de l'exploitation du travail salarié.

Les temps ont bien changé depuis qu'en 1936 le dirigeant réformiste B. Frachon pouvait dire aux ouvriers «les patrons peuvent payer!». Il s'en garde

---

bien aujourd'hui alors que sa Centrale syndicale et son parti ont ouvertement adopté la cause de la défense de l'industrie française, c'est-à-dire de l'expansion du capital financier français.

Les «patrons» peuvent de moins en moins payer. Le capital financier français, comme force relativement autonome du capital financier international, épuise ses dernières possibilités. Il serait difficile, autrement, de comprendre pourquoi, après l'éclatement d'une telle explosion et même si elle comptait sur la faiblesse subjective du mouvement revendicatif et sur l'aide de ses auxiliaires réformistes, socialistes et communistes, la bourgeoisie française a éliminé d'emblée la solution wilsonienne, c'est-à-dire la passation des pouvoirs à la gauche bourgeoise des Mendès-France et autres Mitterrand.

Opposant au mouvement spontané du prolétariat une résistance non désespérée, mais extrêmement «énergique», les dirigeants du capital financier français estiment non seulement - ce qu'ils affirment et qui est tout à fait plausible - que l'augmentation substantielle des salaires et la diminution appréciable de la durée de travail que devraient concéder un gouvernement de «gauche» se traduiraient à court terme par une situation extrêmement difficile pour les exportations françaises (inutile d'insister ici sur la liaison beaucoup plus étroite de l'économie française avec le marché européen et mondial qu'en 1936 et sur l'importance relative beaucoup plus grande du commerce extérieur), mais encore - ils ne le disent pas, mais cela est tout aussi plausible - que de telles concessions accordées par la gauche après la très longue période de rétention qu'a dû subir le prolétariat français ne pourraient être reprises au moyen d'une dévaluation, selon la méthode classique employée par Blum en 1936 et aujourd'hui en Angleterre par Wilson.

Que de telles concessions en entraîneraient d'autres, génératrices d'inflation et d'«instabilité» et mèneraient l'économie française à la catastrophe par une voie semblable à celle qu'emprunte actuellement l'Angleterre wilsonienne, cette Angleterre que de Gaulle a bien soin d'écarter du Marché commun afin de limiter les effets de sa crise.

La bourgeoisie a dû considérer que quels que soient les dommages immédiats ou à moyenne portée causés par la poursuite de la grève, ils seraient infiniment moins grands que ceux qui résulteraient dans un avenir proche d'une élévation du niveau de la conscience politique du prolétariat consécutive à une demi-victoire qui lui aurait été concédée par la «gauche».

Nous en tirons la conclusion suivante: plus le capitalisme se survit, plus il se concentre et moins il peut céder aux revendications les plus élémentaires du prolétariat. Ce que le capitalisme libéral du XIXe siècle et, pour la France, de la première moitié du XXe siècle pouvait «accorder» au salarié, l'Etat, administrateur collectif des grands groupes du capital financier, ne peut

---

aujourd'hui le tolérer. C'est la raison pour laquelle un mouvement généralisé du prolétariat est potentiellement politique, même si le niveau de sa conscience politique est, au départ, extrêmement bas.

### **LA «POLITISATION» DU MOUVEMENT: ELECTORALISME ET COLLABORATION DE CLASSE**

La «politisation» du mouvement est apparue dès que furent connues les propositions de l'Etat et du Patronat. Les salariés rejetèrent immédiatement en bloc les concessions dérisoires qui leur étaient accordées, mais en l'absence d'un puissant parti marxiste capable de conduire leur lutte d'une façon intransigeante dans la perspective d'un combat ultérieur livré contre l'Etat bourgeois, pour la dictature du prolétariat et la destruction des rapports de production bourgeois, en l'absence donc d'un parti animé par le programme de la révolution prolétarienne, la politisation du mouvement est venue de l'extérieur.

Elle ne fut pas le fait du P. C. F. qui a bien trop peur du prolétariat en action, ni de la C. G. T., qui pendant des années n'avait cessé de mobiliser ses militants contre l'impérialisme... étranger, mais des organisations qui traduisent les intérêts des «nouvelles classes moyennes», celles qui sont liées à la grande industrialisation de l'époque impérialiste et dont le théoricien est P. Mendès-France. Les idées en sont claires. Elles furent exprimées en 1960 lorsque Mendès-France, abandonnant le radicalisme éculé des classes moyennes d'ancien type de la France petite bourgeoise des IIIe et IVe Républiques, adhéra au «socialisme» (Voir *Programme Communiste*, n° 13 et 14).

La thèse essentielle est la suivante: il n'y a pas de limite à l'augmentation du bien-être et à sa généralisation à toutes les couches de la société si l'on peut développer toutes les «virtualités de l'époque technicienne» par des réformes de structure incessantes et donc repousser toujours davantage les limites atteintes par la production, tous les salariés y trouveront leur compte par la promotion sociale, soit interne par la qualification dans l'entreprise, soit externe par la vole royale de l'Université démocratique. Les salariés doivent donc «participer» à la gestion de l'entreprise et comprendre les conditions de l'élargissement de la production dictées par la concurrence, et aussi «participer» à la direction de l'Etat, grand maître de la planification démocratique, par... les élections.

Cette idéologie de collaboration de classe, développée par le P. S. U., est répandue par les dirigeants de l'U. N. E. F, c'est-à-dire chez les futurs cadres avides de profiter de la haute productivité du travail salarié, et chez les ouvriers par la C. F. D. T., syndicat jaune qui a abandonné pour être plus présentable son masque chrétien de conservatisme social déclaré.

---

C'est donc à l'U. N. E. F. et à la C. F. D. T. que devait revenir l'initiative de faire sortir les ouvriers dans la rue sous des mots d'ordre dont le contenu - participation et élections - est le même que celui du référendum proposé par de Gaulle.

Mais la C. G. T. et le P. C. désirant garder leur clientèle, seuls les étudiants et les salariés C. F. D. T. se rendirent au Stade Charléty. Ainsi, alors que les ouvriers étaient restés unis dans les usines, on parvint à les diviser en utilisant leur volonté d'en sortir pour manifester.

La C.G.T. et le P.C. devaient emboîter le pas dans ce domaine, comme ils l'avaient fait ces dernières années dans le domaine «théorique» (ils ont bien fini par y venir, à la louange du progrès technique et de la planification démocratique) en appelant, eux aussi, à des manifestations séparées sous leur seule bannière.

La gauche «unie» (F.G.D.S. -. P.C.) se révélait donc incapable, dans une crise de grande ampleur, d'utiliser le mouvement spontané pour faire tomber même le seul gouvernement et pour atteindre ses buts basement électoralistes. De Gaulle n'avait plus qu'à frapper du poing sur la table pour que ces messieurs rentrent sous terre et se mettent fébrilement à préparer leur réélection, abandonnant le mouvement gréviste à lui-même face aux manœuvres multipliées d'intimidation et de division de l'Etat qui prenait alors la relève des directions syndicales.

### **LA VOIE DU SOCIALISME PASSE PAR LA RECONSTITUTION DU PARTI DE CLASSE INTERNATIONAL**

Il est encore trop tôt pour tirer toutes les conclusions de cette crise. On peut pourtant en formuler de certaines.

Pour la bourgeoisie et surtout les classes moyennes qui allaient jusqu'à affirmer, pour mieux le démoraliser, qu'en raison du bien-être généralisé (la Sainte-Trinité frigo-télé-auto) il n'y avait plus de prolétariat. Il leur faut déchanter. Même chez les salariés on se moquait de nous lorsque nous donnions pour titre à notre journal «Le Prolétaire». Le prolétariat existe et il agit, même si n'ayant pas encore retrouvé son parti de classe, il le fait à tâtons, dans des formes de lutte élémentaires.

La bourgeoisie a déjà dû abandonner son rêve de faire participer le prolétariat à sa propre exploitation, sur l'autel de la productivité et au nom de la sacro-sainte concurrence internationale: de Gaulle a retiré son référendum. C'est la coercition qui prévaudra maintenant.

Pour le prolétariat: il est impossible qu'après un tel mouvement il ne voit pas à travers l'écroulement des illusions de la gauche unie le rôle joué dans la crise par les directions syndicales réformistes et par le P. C. F. Il est impossible que ne se détache pas une fraction qui, consciente à la fois de la

---

force spontanée du mouvement et de la faiblesse insigne de sa direction, n'en vienne pas à cette conclusion qu'il faut abandonner le réformisme et les illusions sur le passage pacifique au socialisme pour rechercher le programme et le parti de classe.

Pour nous, Parti Communiste International, qui n'avons nullement besoin de cette crise pour nous confirmer dans notre confiance en la validité de la théorie marxiste de la lutte des classes, et notre croyance en la nécessité du parti qui rejette tout réformisme, indispensable pour vaincre même dans la seule lutte économique, ce que nous voyons dans cette crise, c'est le début de la reprise que nous attendons depuis si longtemps. Nous la saluons.

Ce que nous voyons aussi c'est, à travers des événements qui semblent aux dirigeants syndicalistes et réformistes spécifiquement français (c'est la faute à de Gaulle et à son autoritarisme; s'il nous avait écouté on n'en serait pas là), un nouveau signe de la maturation de la crise mondiale du mode de production capitaliste. Ces signes apparaissent de plus en plus nombreux.

Dans les pays dépendants, c'est l'éternisation de la guerre du Vietnam et la guerre larvée du Moyen-Orient, dans les pays capitalistes de l'Est, c'est l'éclosion multiple des contradictions entre l'impérialisme russe et les économies nationales des satellites (aujourd'hui la Tchécoslovaquie), dans les pays capitalistes occidentaux, c'est la misère et la lutte du prolétariat noir des grandes villes américaines, la lente asphyxie de l'économie anglaise et le retour à la lutte d'un prolétariat longtemps intoxiqué par son aristocratie ouvrière.

Aujourd'hui c'est la France et déjà les bourgeoisies italienne et allemande tremblent. Toutes les contradictions s'accroissent, les crises se succèdent et se rapprochent, réunissant les conditions pour que le prolétariat mondial comprenne qu'il n'y a pas de problèmes nationaux, qu'il n'y a qu'une seule solution: la dictature internationale du prolétariat, la destruction des Etats nationaux.

C'est la seule voie du socialisme: elle passe par la reconstitution du parti International de classe.

---

## **«LA GRANDE FORCE TRANQUILLE», formule de la défaite ouvrière**

### **LES ÉLECTIONS, enterrement de première classe de la lutte prolétarienne**

*(«le prolétaire», n° 55, juin 1968)*

Lorsque la classe ouvrière de France s'est retrouvée en grève générale sans que personne lui en ait donné le mot d'ordre, sans qu'aucun syndicat, aucun parti l'y ait encouragée, elle a eu le sentiment que rien ne résisterait à sa volonté, que c'en était enfin fini des tergiversations patronales et des refus odieux du gouvernement.

Les résultats misérables des négociations de Grenelle, l'orgueilleux refus du chef de l'Etat de se démettre n'ont pas dissipé l'enthousiasme ouvrier, l'espoir des entreprises les plus combattives, des corporations les plus courageuses et décidées à vaincre enfin après non pas dix, mais bien vingt ans de vaine patience, de vaines attentes, de vains espoirs, par la seule force de la grève générale de fait.

Nous, Parti Communiste International, nous sommes une infime minorité. Nous ne prétendons à aucune influence sur l'issue de la lutte actuelle à laquelle nous avons pris part avec tout notre attachement à la cause de l'émancipation prolétarienne, tout notre enthousiasme pour une grève qui, enfin, rompait avec la consigne mortelle et défaitiste de la fragmentation et de la limitation à vingt quatre heures. Nous sommes de ceux que les organisations officielles dénoncent comme des «provocateurs». Nous ne donnons pourtant aucun mot d'ordre. Nous ne faisons qu'adresser à tous les ouvriers notre avertissement fraternel dont ils feront ce qu'ils jugent bon, dont ils décideront eux-mêmes s'il était juste ou calomnieux à l'égard des C.F.T.C., F.O. et C.G.T. des P.S.U., F.G.D.S. et P.C.F.:

**CAMARADES, vos syndicats préparent votre défaite!**

---

CAMARADES, vos prétendus partis vous offrent des ÉLECTIONS non comme moyen politique d'obtenir que vos revendications soient satisfaites, mais comme un but qui devrait vous suffire.

CAMARADES, attention à la manoeuvre qui se prépare sous prétexte d'éviter des provocations odieuses; sous prétexte d'épargner vos vies et d'éviter l'aggravation de votre situation matérielle déjà mauvaise comme, depuis le début, ont prétendu vouloir le faire non seulement la C.G.T., mais les syndicats qui poussent à la reprise et les gaullistes qui prétendent que la grève ne sert qu'à vous affamer.

CAMARADES, attention à la manoeuvre qui se prépare sous le prétexte que seul le remplacement du gouvernement de de Gaulle-Pompidou par celui de Mitterrand - Mendès - Waldeck-Rochet assurera la satisfaction de vos revendications, c'est-à-dire, pour être concrets, assurera par exemple aux ouvriers de Renault leurs 1.000 francs de salaire minimum, aux cheminots leurs 40 heures hebdomadaires et leur augmentation uniforme de 200 francs par mois.

CAMARADES, on vous a dit: «Notre force tranquille suffit»; nous disons, nous, que la bourgeoisie ne cède que lorsqu'elle a peur et que la «force tranquille» l'encourage à résister: une première preuve, c'est que de Gaulle a refusé de partir.

CAMARADES, on vous a dit : «Les négociations au sommet ont peu donné, nous verrons à changer ça dans les négociations avec les patrons, corporation par corporation». Nous disons, nous: c'est la négociation corporation par corporation qui servira à émietter la grève et à briser notre force qui aura raison tant des camarades de Renault que des camarades cheminots - qui permettra notre défaite à tous. Nous admirons les camarades de Renault et les cheminots, mais nous leur faisons remarquer qu'ils ne sont pas TOUTE la classe ouvrière de France, qu'ils ne vaincront pas TOUT SEULS ni surtout POUR NOUS TOUS.

CAMARADES, on vous dit enfin: «La question devient politique». Nous disons, nous: tant que vous ferez confiance à un gouvernement de gauche pour satisfaire vos revendications, vous serez roulés.

La promesse d'un gouvernement de gauche vise uniquement à vous faire accepter l'inacceptable et à vous faire reprendre le travail sur des satisfactions-bidon !

Le gouvernement de gauche nous chantera la même chanson de l'intérêt national, de la compétitivité française dans le Marché Commun, de la nécessité de la patience et des sacrifices que le gouvernement gaulliste actuel, que tous les gouvernements de gauche passés en France et actuels dans le reste du monde!

Le gouvernement de gauche refusera de vous satisfaire et vous intimidera avec le mot de «DÉMOCRATIE» et la réalité de la POLICE tout comme

le gouvernement gaulliste.

CAMARADES, il est vrai que la question est politique. Il est vrai que tout dépend finalement de l'Etat en vigueur. Ce qu'il nous faut, c'est la DICTATURE DU PROLÉTARIAT, non seulement sur le grand capital, mais sur toutes ces classes moyennes qui manifestent contre nous au nom de de Gaulle ou qui voteront pour la Gauche dans l'espoir d'arranger leurs affaires sur notre dos.

Ce qu'il nous faut, c'est un Parti révolutionnaire qui luttera en union avec les ouvriers du monde entier, et non en union avec les petits bourgeois de notre pays.

Ce qu'il nous faut, c'est un Parti qui n'ait pas peur d'effrayer la bourgeoisie, qui n'ait pas peur de donner au Syndicat une orientation unitaire, c'est-à-dire anti-corporatiste, qui n'ait pas peur de déclarer la grève générale, un Parti capable de faire la Révolution sociale quand le moment en sera venu.

Voilà la vérité ! A vous de voir.

### **PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL**

Juin 1968

---

# La contestation, antithèse de la Révolution

(«le prolétaire», n° 55, juin 1968)

La grande formule de l'agitation actuelle, le mot d'ordre universel de l'heure, c'est la formule et le mot d'ordre de CONTESTATION. «Contester», c'est nier la réalité d'un *fait*, c'est refuser à ce qui est le *droit* à l'existence. Cela semble terriblement audacieux à la foule de ceux que l'ordre bourgeois en vigueur écrase et plie, et en réalité, c'est l'attitude de l'idéaliste réformateur. Cela semble terriblement dangereux aux conformistes les plus bornés et, en réalité, cela débouche sur le plus plat électoralisme, sur la réforme la plus étriquée, sur le front unique le plus monolithique contre le communisme prolétarien.

Les preuves? Le héros de la contestation, Cohn-Bendit, est en politique, tout comme la «canaille stalinienne» qu'il dénonce, prosaïque partisan de M. Mitterrand. «*Mitterrand peut servir*»: en réalité, c'est la contestation qui sert la Gauche petite-bourgeoise sénile et vidée, traînant à sa remorque le parti du communisme domestiqué. La «contestation» croit faire sauter les bornes misérables dans lesquelles les vieux partis tentent depuis toujours d'enfermer la transformation sociale nécessaire, parce qu'elle croit avoir un contenu infiniment plus vaste que leurs programmes qui ne satisfont pas les jeunes contestataires: elle ne fera rien sauter parce qu'elle déborde ceux-ci uniquement par la phrase, parce qu'elle est seulement le vertige et l'ivresse dont les jeunes nimbent le vieux réformisme philistin des pères.

Comme tout vertige et toute ivresse, elle ne changera rien: elle retombera seulement tôt ou tard de tout son haut dans la trivialité de leurs campagnes électorales menteuses et de leurs réformes poussives.

Les preuves? La vieille S.F.I.O. pilier reconnu de la conservation bourgeoise, laissée pour compte des réformistes du P.S.U. lui-même - la vieille S.F.I.O. ne frémit pas d'horreur, mais de joie devant l'explosion juvénile de la contestation. L'Eglise, autre pilier reconnu de la société capitaliste - l'Eglise

---

c'est-à-dire l'abjection de l'obéissance et de la résignation sociales faites religion - l'Eglise elle-même n'appelle pas sur la «contestation» la malédiction de Dieu, mais sa bienveillance maternelle.

Ecoute Defferre, cette vieille canaille parlementaire, jeunesse contestataire, et rougis de toi-même, car il te dis ce que tu es réellement:

*«Tout comme le surréalisme fit peur aux bourgeois de l'époque, le mouvement de Nanterre et de la Sorbonne effraya. Ces jeunes ne sont pas (pourtant) pas de véritables révolutionnaires, sinon il eût suffi de 4'000 à 5'000 d'entre eux pour prendre Matignon, l'Elysée, l'O.R.T.F. Ils ne l'ont pas fait et je crains [!] qu'il ne soit trop tard pour qu'ils le fassent. Ce que veulent les jeunes, c'est réussir à s'exprimer librement. Leur délire verbal ne doit pas être jugé sévèrement. Certes, les étudiants éprouvent de la méfiance à l'égard des partis et des hommes en place, mais ils doivent comprendre que les partis sont les garants de la démocratie et de la liberté d'expression et il faut les aider à le comprendre. L'issue pour eux, est d'entrer dans les partis politiques et de les animer.»*

C'est bien dit: *la contestation n'est que le surréalisme de la réforme*. La contestation ne définit pas un Parti au-dessus de tous ces partis que l'Histoire (plus que le gaullisme) a mis au rancart, mais la source d'où leur viendra à tous un regain momentané de vie. Le mouvement étudiant ne donne pas au prolétariat le Parti qui lui manquait, il s'apprête à fournir des forces vives à tous les partis qui trahissent la classe révolutionnaire. C'est tout.

Ecoute maintenant les curés, jeunesse contestataire, et humilie-toi, car leur langage est le même que le tien:

*«C'est toute une conception paternaliste et autoritaire de la politique, de l'économie et de l'université qui est remise en cause. Aussi, devant la crise présente et quelles que soient les issues politiques provisoires trouvées demain, nous déclarons sans ambiguïté que nous nous voulons pleinement solidaires de la contestation d'un monde où l'homme est sacrifié au profit et à l'argent dans un système capitaliste. Cette contestation n'est pas une demande de réformes apaisantes, mais la remise en cause radicale d'une manière de vivre entre les hommes».* (Déclaration de soixante-dix prêtres «exerçant leur ministère dans les quartiers de banlieue de Paris» publiée dans *l'Aurore* des 25 et 26 mai 1968).

C'est bien dit également. Ce ne sont pas les curés qui se rallient à la révolution contre le capital, bien sûr! C'est la contestation elle-même qui est définie pour ce qu'elle est: la ferveur religieuse pour la réforme, l'au-delà irréal de la grande misère de la complète impuissance de la réforme.

\* \* \*

Le communisme révolutionnaire ne «conteste» pas les effets sinistres de

---

la société bourgeoise: il montre que ces effets sont inévitables, irréformables et c'est pourquoi il veut détruire cette société. La jeunesse sans emploi, la dictature des mandarins dans l'Université et celle de la maîtrise productiviste dans les entreprises, la démocratie masquant la dictature du capital, la mobilisation contre la revendication prolétarienne la plus élémentaire de toutes les forces de défense de la Nation, de la compétitivité française, de la prospérité dans l'ordre et sur le dos des producteurs, toutes ces laideurs, ces tares, ces injustices, ces hypocrisies sont les effets INCONTESTABLES de la société capitaliste.

Cette société, on n'a pas à lui CONTESTER LE DROIT A L'EXISTENCE: on a à la détruire REELLEMENT. La voie de cette destruction n'est pas le verbalisme contestataire: c'est la lutte prolétarienne JUSQU'AU BOUT. Jusqu'à la rupture avec toute ILLUSION de réforme - jusqu'à la dénonciation de toute ALLIANCE DEMOCRATIQUE avec les mécontents de la petite-bourgeoisie - jusqu'au renversement de la domination bourgeoise - jusqu'à la DICTATURE DU PROLETARIAT.

Tant que ne s'affirmera pas dans la société un courant tendant vers ces buts, tant que ne se constituera pas un parti capable de les atteindre, la société bourgeoise pourra imposer autant qu'elle voudra son *droit* à l'existence.

Le seul droit réel, c'est la Force. Les véritables ennemis du Capital ne CONTESTENT rien. Ils travaillent à détruire cette FORCE-LA, c'est-à-dire à ressusciter le véritable Parti Communiste International de la classe ouvrière.

---

## Manifeste du Parti Communiste International sur la grève générale

*(Supplément du «prolétaire», n° 55, juin 1968)*

CAMARADES, PROLETAIRES!

La vague de grèves qui vient de submerger la France pendant plus de quinze jours a ruiné les rêves de la bourgeoisie qui, dans le monde entier, croyait avoir conjuré pour toujours le danger d'un arrêt général et prolongé de la production. Elle a confirmé une fois de plus la validité permanente de la thèse marxiste qui affirme: L'EXPLOSION DES CONTRADICTIONS DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE PEUT ÊTRE RETARDEE PAR MILLE MOYENS ALLANT DE LA CORRUPTION POLITIQUE A LA VIOLENCE PHYSIQUE; ELLE NE PEUT ÊTRE EVITEE. Elle a révélé et annoncé à la fois la crise profonde qui mûrit rapidement au sein de la société assoupie dans un bien-être illusoire non seulement en France, mais dans le monde entier. A nouveau, le spectre de la lutte révolutionnaire du prolétariat revient cogner aux portes de la société capitaliste. A nouveau, le conflit latent entre le Capital et le Travail menace d'éclater ouvertement, ce conflit qui, tôt ou tard, mais inévitablement, doit se conclure par la révolution prolétarienne, ce conflit que tous les bourgeois et leurs valets: politiciens et intellectuels, généraux et technocrates, philosophes et curés, avaient eu la folie de croire abolie à jamais. Telle est la première grande leçon, la grande confirmation, la grande certitude qui, pour les prolétaires de tous les pays, ressort de la grève générale de France, une grève comme on n'en avait plus vu depuis trente ans, et qui s'est précisément produite dans l'Etat d'Europe qui se vantait le plus orgueilleusement d'avoir réussi à réconcilier les classes de façon définitive et à les unir dans le prétendu intérêt suprême de la Nation.

Sur ce mouvement magnifique du prolétariat français, les gouvernements

---

et les opportunistes de tous les pays font un silence craintif parce qu'il confirme une autre thèse marxiste qui affirme: TOUT EFFORT D'EMANCIPATION DE LA CLASSE OUVRIERE EST DESTINE A ECHOUER S'IL MANQUE A CELLE-CI LA DIRECTION POLITIQUE DU PARTI DE CLASSE. Le Parti de classe est le Parti qui se propose d'abattre la société bourgeoise et d'instaurer sur ses ruines la société socialiste, au lieu de proposer la réforme d'un ordre social impossible à réformer; c'est le Parti qui possède non seulement, la conscience du but à atteindre, mais la conscience des moyens à employer: la préparation de la conquête du pouvoir et de la dictature prolétarienne et la volonté, c'est-à-dire l'organisation unitaire et centralisée qui permet d'utiliser ces moyens et de réaliser ce but. Les prolétaires entrés en lutte CONTRE la volonté de leurs «dirigeants» conciliateurs et réformistes, ont cherché d'instinct cette puissante force de direction politique révolutionnaire et ils ne l'ont pas trouvée: ILS NE POUVAIENT la trouver parce que quarante ans de contre-révolution l'ont féroce ment détruite, privant les prolétaires d'une claire perspective révolutionnaire et du seul instrument capable d'unifier leurs forces gigantesques pour les orienter vers la prise violente et totalitaire du pouvoir. Sans théorie révolutionnaire il n'y a pas d'action révolutionnaire; mais théorie révolutionnaire signifie Parti révolutionnaire.

#### CAMARADES, PROLETAIRES!

Si quinze jours de grève générale n'ont pas ébranlé les fondements du pouvoir capitaliste, même s'ils ont temporairement paralysé son fonctionnement, ce n'est pas parce que ce pouvoir a eu la force physique d'écraser le grandiose mouvement français de reprise de la lutte de classe (il n'a du reste, pas même tenté de le faire) mais parce que tous les divers représentants de l'opportunisme sont intervenus pour empêcher ce mouvement de déborder de lui-même les limites de la légalité et de l'ordre, et de prendre la voie royale qui le mène à sa fin NATURELLE: l'affrontement violent avec l'ennemi.

C'est grâce à ces véritables chiens de garde que les divisions de cette armée prolétarienne unie à l'origine par delà tous les cloisonnements locaux ou de catégories ont, peu à peu, repris le travail. Ce sont ces mêmes chiens de garde que nous avons toujours dénoncés et qui, aux jours de la grande peur bourgeoise, ont exécuté sur les épaules des prolétaires et pour le compte des patrons une ignoble danse macabre.

Ils ne sont autres que ces partis qui osent encore se nommer «communistes», mais qui ont pris en héritage la lie théorique et pratique de la vieille social-démocratie couarde et servile. Aussi proclament-ils comme elle la possibilité d'une voie «pacifique» au socialisme et ne présentent pas la DEMOCRATIE comme l'OPIUM qui sert au capitalisme à endormir l'instinct de classe du prolétariat, mais au, contraire comme le moyen, L'UNIQUE MOYEN DE SON EMANCIPATION. Le PCF et la CGT ont commencé par se résigner à **subir** une

---

grève qu'ils n'avaient pas voulue et dont ils ont désavoué dès le début le caractère GENERAL et ILLIMITE, puis ils se sont hâtés de l'emprisonner dans les limites de l'usine et le cadre étroit de vagues revendications salariales: pour ce faire, ils ont entouré les usines d'un cordon sanitaire destiné à les empêcher de contaminer «la rue» et d'être elles-mêmes contaminées par la propagande révolutionnaire marxiste.

Ils ont honteusement accepté de négocier avec les patrons au moment même où la grève atteignait à son maximum de cohésion et, pour finir, comme ils n'étaient pas parvenus à remettre immédiatement les ouvriers au travail pour la plus grande gloire de la «patrie», ils ont fait de cette grève un instrument électoral, un tremplin qui doit les aider à récolter des voix, à escalader le Parlement, à exécuter leur énième numéro de «réformes». Le retour à la normale était et est donc pour eux, tout comme pour de Gaulle, l'impératif de l'heure.

Ces Partis qui se vantent d'avoir réconcilié le drapeau tricolore et le drapeau rouge, la Marseillaise avec l'Internationale, le patriotisme avec l'internationalisme, ont eux-mêmes, indiqué au gouvernement le truc pour transformer un mouvement potentiellement subversif et qui, en fait, faisait éclater les limites de la légalité bourgeoise, en une «grande force TRANQUILLE» pour reprendre leur ignoble slogan. Laquelle force tranquille doit, dans leurs intentions et leurs illusions, permettre la formation d'un «nouveau» gouvernement, d'un gouvernement «meilleur», plus efficace, plus «populaire», plus apte par conséquent à sauver la baraque branlante de l'économie nationale, de la république des possédants, de la patrie de Sa majesté le Capital. Les élections viennent à point comme soupape de sûreté à la colère prolétarienne; le gouvernement ne s'est pas fait prier pour accepter cette bouée de sauvetage qu'on lui tendait.

Quant à ceux qui, tels les «pro-chinois», prêchent, eux, la violence, mais une violence orientée vers les mêmes buts populaires, démocratiques, interclassistes que poursuivent les faux communistes du Kremlin, ils ont également collaboré à cette néfaste entreprise de sabotage de la salutaire illégalité et de la sainte violence qui se manifestaient dans la grève.

AUJOURD'HUI COMME TOUJOURS nous dénonçons ces faux bergers, en opposant catégoriquement à leur idéologie bâtarde le lumineux enseignement de la doctrine marxiste. La société capitaliste ne peut pas être «réformée», mais doit être détruite de fond en comble; l'objectif du prolétariat n'est pas un «bon» ni un «juste» salaire, mais l'ABOLITION DU SALARIAT; il n'est pas le «progrès dans l'expansion démocratique», mais la DESTRUCTION DES RAPPORTS CAPITALISTES DE PRODUCTION, du marché, de la concurrence, de la production soumise aux exigences du profit. L'unique voie pour atteindre cet objectif, c'est la voie de la révolution et de la dictature prolétarienne, qui passe SUR LE CADAVRE DE LA DEMOCRATIE, du parlement, des réformes, du respect de la légalité, de la capitulation devant les «exigences de l'économie

---

nationale», de l'adoration servile du fétiche Patrie.

Certains courants ont prétendu arracher les prolétaires français au bourbier du réformisme et du démocratism, des courants que le marxisme a toujours dénoncés, même quand il défendait contre la hargne des bien-pensants leur généreuse aspiration à donner l'assaut violent aux murailles de l'Ordre bourgeois: ce sont les éléments qui nient la nécessité de l'organisation de la violence DE CLASSE dans le parti politique révolutionnaire communiste; qui parlent bien de révolution, mais la remplacent par la révolte de l'individu ou de cette masse informe d'individus qu'est le «peuple», et la confondent avec la «protestation» de la «conscience» individuelle ou «collective»; qui repoussent le principe fondamental de la dictature prolétarienne, donc de l'Etat du prolétariat dirigé par le Parti en tant qu'interprète de ses buts historiques et de ses intérêts même immédiats; qui se gargarisent de «prise du pouvoir», mais nient que le pouvoir est UNIQUE, l'Etat central et centralisé de la classe ennemie; qui font croire aux prolétaires que ce pouvoir se trouve et peut donc être conquis LOCALEMENT à l'usine, dans l'entreprise, le quartier, le village, dans les mille institutions périphériques de la domination bourgeoise, jusque dans l'école, l'université, tous les temples de cette vieille maquerelle, la «culture». C'est notre vieil ennemi petit-bourgeois, individualiste et anarchiste, qu'il arbore son drapeau classique ou les oripeaux dernière mode du «mouvement étudiant» ou du «pouvoir ouvrier».

Tous ces courants, entre lesquels les trotskystes ont fait la navette, se mettant tour à tour à la remorque des uns ou des autres et les aidant tous, ont contribué à priver les ouvriers d'une orientation précise, NE SERAIT-CE QUE sur le terrain des revendications économiques; même lorsqu'ils se combattaient entre eux, ils ont tous collaboré - en réclamant «plus de démocratie», soit dans les institutions constitutionnelles, soit dans l'usine et les organismes professionnels, et en noyant le sain mouvement de la classe du prolétariat dans l'agitation informe du «peuple» - à aplanir la voie pour la rentrée en scène des politiciens en quête d'une place au soleil, au parlement ou dans le gouvernement. Toutes ces forces ont, consciemment ou inconsciemment, offert au pouvoir central de l'Etat et à son oracle en uniforme de général-président la possibilité de reprendre en main sans coup féir ces rênes qui, pour un moment, avaient semblé lui échapper. D'une façon ou d'une autre elles ont toutes sauvé la démocratie, vieille ou «nouvelle», fausse ou «véritable», parlementaire ou «directe»: alors a reparu, drapé dans les trois couleurs de la France, l'Ordre sacro-saint.

Ces faits auxquels le monde entier a assisté en frémissant de peur ou d'espoir, donnent eux aussi une confirmation de la doctrine marxiste.

CAMARADES, PROLETAIRES!

La classe prolétarienne française s'est dressée dans un gigantesque élan

---

de colère. Les miettes économiques avec lesquelles on a voulu la «satisfaire» et la mystification démocratique au nom de laquelle on lui a fait reprendre le travail, marquent sa défaite INEVITABLE MAIS TEMPORAIRE. Sa splendide lutte n'aura pourtant pas été vaine, et SERA MEME comme tant de fois dans l'histoire LE PRELUDE DU SOULEVEMENT ET DE LA VICTOIRE, si les prolétaires du monde entier en tirent courageusement la grande leçon.

Cette leçon, le Parti Communiste International l'a déjà tirée, et il peut la tirer parce que même aux temps les plus noirs de la contre-révolution il a défendu, seul contre tous, le programme révolutionnaire marxiste intégral et invariable. Cette leçon, qui pour le Parti N'EST QUE LA CONFIRMATION D'UNE VERITE QU'IL CONNAISSAIT AVANT LE DEROULEMENT DES FAITS, vous serez contraints de la tirer à votre tour de la terrible réalité de votre condition de classe exploitée et bafouée. La voici:

A tous les coins de ce monde issu de la deuxième guerre impérialiste et plongé dans la deuxième paix démocratique, dans la France de la récente grève générale comme dans l'Angleterre gouvernée par les travaillistes briseurs de grève, dans les pays ex-coloniaux coincés dans une indépendance fictive ou luttant héroïquement pour la conquérir, de même que dans l'Amérique en proie aux douleurs d'une crise qu'aucun parti ou homme de la classe dominante n'est capable de résoudre, ou dans la Russie en quête de compétition mercantile et de coexistence pacifique, partout la crise galopante du régime capitaliste vous place chaque jour plus brutalement devant cette alternative que les agents du réformisme et du collaborationnisme ont tenté et tentent en vain, de cacher derrière le rideau de fumée de l'illusion pacifiste et démocratique: OU DICTATURE DU PROLETARIAT OU DICTATURE DU CAPITAL, OU REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE OU GUERRE MONDIALE ENTRE LES ETATS.

Cette alternative, le marxisme ne l'a pas «inventée»; elle jaillit des lois inexorables de l'économie fondée sur votre exploitation. Que le prolétariat accepte donc le défi suprême que lui lance l'ennemi, EN PREPARANT LES CONDITIONS DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE ET DE SA VICTOIRE!

Il les préparera, sous la direction du Parti communiste mondial, en chassant de ses propres rangs les divers prophètes du pacifisme, du réformisme, du démocratism; en imprégnant les organisations syndicales de l'idéologie communiste pour en faire la courroie de transmission de l'organe de direction politique, le Parti; en creusant en leur sein une tranchée infranchissable entre prolétaires révolutionnaires et serviteurs opportunistes du capital, en arrachant leur direction aux mains des bonzes nourris au râtelier du «dialogue» avec les patrons et avec l'Etat; en se regroupant derrière le drapeau du Parti, dont le programme révolutionnaire ne connaît pas de limite de catégorie ni d'Etat, et qui, depuis le MANIFESTE COMMUNISTE de 1848, a juré à jamais, dans les hauts et les bas de la lutte, la mort du capital.

---

Poussé par ses déchirures internes croissantes, harcelé par les éruptions incontrôlables qui secouent chaque jour son sol pourri, le capitalisme sera contraint d'accentuer encore la dictature qu'il exerce sur vous, prolétaires, dans un effort désespéré pour se sauver; il devra déchaîner contre vous, contre vos exigences de vie et de travail les plus élémentaires, une offensive implacable. La lutte sera dure et l'adversaire de votre classe, la conduira sans ménagement; mais elle se terminera par votre victoire si DES AUJOURD'HUI serré autour de nos groupes syndicaux d'usine pour reconstituer le Syndicat Rouge, pour le retour aux traditions d'un lointain passé de formidables luttes de classe, vous vous battez:

1) POUR L'UNIFICATION DE TOUTES LES LUTTES, DE TOUS LES CONFLITS ECONOMIQUES par-dessus les limites de catégorie, d'entreprise, de localité et même de pays, EN UN SEUL CONFLIT ET EN UNE SEULE LUTTE.

2) Pour leur donner la DIRECTION POLITIQUE DE CLASSE unitaire et totale, que seul le Parti communiste révolutionnaire peut leur donner.

3) Pour les seules revendications qui visent à unir toutes vos forces et en même temps à attaquer à la base le régime d'exploitation du capital:

- a) réduction générale et radicale de la journée de travail;
- b) augmentation générale et massive des salaires, plus forte pour les catégories les plus mal payées, suppression des primes de rendement et autres stimulants de l'exploitation;
- c) versement du salaire intégral aux chômeurs.

Il s'agit là de la défense de vos conditions MINIMA d'existence. Les bourgeois et les opportunistes glapissent d'effroi devant ces revendications: elles mettent en péril les intérêts des entreprises et les bases de l'économie nationale. Eh bien que crèvent les entreprises! Que crève l'économie nationale!

Ce sont là des OBJECTIFS IMMEDIATS, MAIS DE CLASSE. En vous battant pour eux, en vous regroupant autour de notre Parti, qui lie ces revendications immédiates A LA PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE, vous reconstituerez l'armée internationale du prolétariat dirigé par son Parti, vous préparerez cet assaut révolutionnaire au pouvoir bourgeois international qui se terminera par la destruction de l'appareil d'oppression national, et international de votre classe, l'Etat bourgeois, par l'instauration de la dictature prolétarienne et la réalisation du communisme!

JUIN 1968

PARTICOMMUNISTE INTERNATIONAL

---

## Principaux tracts diffusés en mai 68 par le Parti Communiste International

---

### PROLETAIRES!

Un peu partout, les manifestations d'étudiants prennent parfois un caractère violent. Les vrais révolutionnaires ne peuvent que s'en réjouir. Le capitalisme qui vous écrase férocement et qui croyait avoir imposé pour toujours la nauséabonde paix sociale démocratique et parlementaire a subi une cuisante déception. L'Etat s'impose par la force ouverte. Les véritables communistes ne s'en étonnent pas: il est là pour cela.

Qu'il soit démocratique ou fasciste, le capitalisme n'a pas d'autre solution que la matraque. Si les explosions étudiantes rencontrent votre sympathie, c'est qu'ils ne se sont pas pliés servilement au despotisme de l'Etat bourgeois. Vous travailleurs, vous savez bien que ce mouvement n'est pas le vôtre; il traduit en réalité la réaction de la petite-bourgeoisie devant la perte croissante de ses privilèges.

Cette agitation, outre qu'elle est utilisée par des groupes sans attache avec la lutte de classe, l'est maintenant par vos chefs qui appellent à l'union de la «gauche» pour le soutien des étudiants. Comment le P.C.F. peut-il être aujourd'hui pour l'action directe, alors qu'hier il la condamnait vigoureusement? Il lance aujourd'hui aux prolétaires un mot d'ordre de grève générale de 24 heures, alors qu'il s'en est bien gardé lors de la grève des mineurs, des ouvriers de St. Nazaire, de la Rhodiacéta ou lorsque ceux de Caen se battaient contre les C.R.S. Cette propagande vise sciemment à détourner votre colère et votre haine du patronat et de son Etat vers les voies ignobles et stériles des combinaisons parlementaires et ministérielles pour mieux

---

servir les intérêts de la bourgeoisie.

### **PROLETAIRES!**

Rappelez-vous de son Front Populaire et de son appui à la deuxième guerre impérialiste. Hier, il a versé votre sueur pour la reconstruction nationale; aujourd'hui, ce même P.C.F. qui dirige la C.G.T., qui fragmente vos luttes, qui pratique la tactique criminelle des grèves articulées avec préavis et préfère la discussion autour d'un tapis vert, s'acharne à vous faire croire que la voie de votre émancipation n'est plus le renversement violent de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature prolétarienne.

Travailleurs! Ne vous laissez pas tromper! La grève générale, vous devez l'utiliser pour la défense de vos revendications et de vos buts de classe!

### **PROLETAIRES!**

Le Parti du prolétariat révolutionnaire vous appelle à lutter quotidiennement, rendant coup pour coup aux ennemis du communisme, vous serrant autour de notre Parti, de son programme et de ses directives.

L'ennemi n'est pas invincible. Seule la révolution communiste est invincible!

**POUR LA REDUCTION DRACONIENNE DE LA JOURNEE DE TRAVAIL SANS REDUCTION DE SALAIRE - POUR L'AUGMENTATION RADICALE DU SALAIRE - CONTRE LE PATRONAT, CONTRE L'ETAT CAPITALISTE, CONTRE LES PARTIS DE LA TRAHISON, CONTRE LES BONZES SYNDICAUX, CONTRE LA DEMOCRATIE.**

**POUR LA C.G.T. ROUGE, POUR LE COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE, POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT DIRIGEE PAR SON ETAT DE CLASSE.**

Le 13 mai 1968 **Parti Communiste International**

---

---

### **ETUDIANTS!**

Une simple comparaison du nombre des blessés du côté des manifestants étudiants et du côté de la police prouve éloquentement qu'il ne s'agit pas des habituels cortèges pacifiques qu'organise l'opposition démocratique. Les manifestants ne sont pas des moutons bêlants, ils rendent coup pour

coup et manifestent une énergique solidarité avec leurs camarades emprisonnés: ces faits, des révolutionnaires ne peuvent les saluer qu'avec joie et espoir; plus encore, ils y voient le seul aspect positif de cette agitation des étudiants.

Le gouvernement et son opposition parlementaire réagissent, bien entendu, tout à fait différemment. Le gouvernement fait matraquer: il est là pour ça. L'opposition (P.C.F. en tête) regrette qu'il matraque, mais explique complaisamment que c'est aussi la faute des «provocateurs gauchistes». Le P.C.F. et la C.G.T. stigmatisent ces petits-bourgeois gauchistes qui troublent l'ordre démocratique et ils citent le mouvement ouvrier en exemple. Beaucoup d'étudiants sont des petits-bourgeois en puissance, c'est vrai; ceux d'entre eux qui entendent servir la cause prolétarienne doivent se mettre à l'école de l'histoire plus que centenaire du mouvement ouvrier, c'est encore vrai. Mais de quel «mouvement ouvrier»? Le mouvement ouvrier est révolutionnaire ou il n'est rien, disait Marx. Le «mouvement ouvrier» d'aujourd'hui n'est donc rien, le P.C.F. et la C.G.T. s'attachant à canaliser toute velléité de révolte ouvrière vers des revendications petites-bourgeoises, justement - pacifisme, parlementarisme, patriotisme, réformisme, fragmentation et limitation dans le temps des grèves après avoir banni à tout jamais la perspective d'une révolution de classe.

Le gouvernement dit aussi qu'il faut résoudre la crise et qu'il a, lui, sa solution: le plan Fouchet. L'opposition proteste: il lui faut une réforme démocratique. Pour le P.C.F., donc, la solution existe (pourvu que la gauche unie triomphe aux prochaines élections!), mais la violence est condamnable: le P.C.F. est plus démagogue encore que le gouvernement, s'il est tout aussi partisan de l'ordre que lui!

La «crise de l'Université» qui se manifeste dans les grands pays industrialisés est double. L'enseignement dispensé est inadapté aux nécessités de la vie moderne, dit-on couramment, c'est à dire aux exigences du capitalisme moderne, traduirons-nous. C'est vrai, et gouvernement et opposition sont en gros d'accord là-dessus. Mais il y a plus: le développement technologique a entraîné l'allongement des études, la crainte d'une extension du chômage et la démagogie de la démocratisation de l'enseignement ont fait le reste: les effectifs de l'Université sont pléthoriques, dans certaines disciplines particulièrement, eu égard aux besoins de la société capitaliste. Le grand aiguillon de l'agitation des étudiants, c'est donc le spectre du chômage, l'installation de l'angoissante incertitude du lendemain. Sous cet aiguillon, certains étudiants ont aperçu, de manière bien floue et même souvent tout à fait déformée, mais ont aperçu quand même, les symptômes d'une crise bien plus générale, bien plus grave: celle de la société bourgeoise pourrissante, celle de l'impérialisme mondial, dont les capitales sont Washington comme Moscou, Bonn comme Paris, et qui tue, pille, écrase et abêtit l'humanité.

---

Certains étudiants, alors, ont même commencé à comprendre qu'un étudiant est un futur «cadre» de cette société en putréfaction et que la culture sacrée qu'on lui fait ingurgiter est l'idéologie d'une classe dominante décadente: la pourriture sentant mauvais, ils ont manifesté leur dégoût.

Cette prise de conscience n'en reste pas moins confuse et est le fait d'une minorité; la masse des étudiants demeure attachée à ses privilèges de petits-bourgeois cultivés. Elle offre donc un terrain propice à l'oeuvre de l'opposition démocratique qui a flairé l'aubaine électorale. Le P.C.F. et la C.G.T., hier hostiles, prennent maintenant la défense des étudiants. La réforme Fouchet est cynique, mais claire: il faut fabriquer aux moindres frais juste ce qu'il faut de serviteurs «cultivés» du Capital. Les partis de gauche et les organisations universitaires protestent au nom des «valeurs éternelles» d'une société idéalisée: ils «oublient» tranquillement la division de la société en classes antagonistes; ils «oublient» que la masse est formée de salariés exploités, que S'il y a des manoeuvres, c'est parce qu'il FAUT des manoeuvres à la société capitaliste et non parce que ceux-ci n'ont pas reçu une instruction suffisante. Si bien que tout leur battage se ramène à la vieille recette de la «promotion sociale»: «que personne ne soit empêché par son origine sociale de devenir un bourgeois!», voilà leur mot d'ordre.

Le seul véritable problème social est celui de l'abolition du salariat. Le seul moyen d'émancipation, la révolution communiste et non cette démagogique université démocratique qui permettrait aux fils d'ouvriers de devenir bourgeois à leur tour (en admettant un instant que ce soit sérieusement possible!), sans rien changer à l'existence d'ouvriers exploités et de bourgeois exploités dans le reste de la société; le moyen d'émancipation ne réside pas plus, évidemment, dans cette fumeuse autogestion de l'université qu'on invoque de divers côtés. C'est la société qu'il faut révolutionner et non l'Université qu'il faut réformer.

L'aliénation de la classe salariée n'est pas due à son manque de culture, mais aux exigences de la production du profit et à la division sociale du travail qu'elle impose. Nous ne revendiquons pas son accès à la culture bourgeoise, mais l'abolition des rapports de productions capitalistes. Nous ne demandons pas le perfectionnement de l'exploitation dont elle est victime, seul but de la «réforme de l'enseignement» invoquée par tous. Au contraire, nous faisons une critique radicale de la culture bourgeoise en montrant qu'elle ne vise qu'à dissimuler les réalités sordides de la civilisation bourgeoise.

Un des buts de notre Parti est de s'opposer aux systèmes d'éducation de la bourgeoisie et de former des jeunes intellectuellement libérés de toutes formes de préjugés, décidés à travailler à la transformation des bases économiques de la société et prêts à sacrifier dans l'action révolutionnaire tout intérêt individuel. A la culture bourgeoise, il faut opposer la théorie révolutionnaire, que jamais l'université bourgeoise ne diffusera. C'est au Parti

---

du prolétariat de la répandre, et le rôle des étudiants, s'ils ne veulent pas être les complices de l'oppression de classe, est de militer dans ses rangs. Alors, ils cesseront d'être des étudiants cherchant à tâtons une solution illusoire de la crise universitaire, pour devenir des militants de la cause révolutionnaire du prolétariat mondial.

Le 13 mai 1968 **Parti Communiste International**

---

---

## PROLETAIRES!

Pour la première fois depuis des décennies d'exploitation décharnée, vous vous êtes dressés. En vous plaçant dans l'action directe et la grève générale, vous avez rompu avec la tactique des grèves tournantes avec préavis prônée par les appareils syndicaux. L'agitation actuelle marque le début d'une reprise de classe.

Mais les mots d'ordre confus et incomplets des centrales syndicales trahissent encore une fois votre combativité. Vos chefs politiques et syndicaux canalisent vos luttes pour pouvoir mieux marchander des succès électoraux, laissant de côté vos intérêts immédiats. Que reste Pompidou ou que le P.C.F. et les appareils syndicaux préparent la venue d'un futur «gouvernement populaire», dans les deux cas ils cherchent à éviter au Capital des bouleversements économiques et à lui livrer un prolétariat asservi.

Prolétaires, la perspective du communisme révolutionnaire est toute autre: On ne réforme pas le capitalisme, on se prépare à l'écraser pour toujours. Dans ce but, votre grève doit être un levier puissant pour arracher vos revendications, resserrer vos rangs, et préparer ainsi les prochains affrontements. - Au lieu de «la réduction de la journée de travail» énoncée volontairement sans autre précision et laissant toute possibilité de réduction par paliers;

- Au lieu de «la satisfaction des revendications essentielles concernant l'augmentation de salaire...», 600 F pour les uns, 1 000 F pour les autres;

- Au lieu de l'intégration de certains types de primes dans le salaire,

### LUTTEZ POUR:

- La réduction draconienne et immédiate de la journée de travail;
- L'augmentation des salaires plus forte pour les catégories plus défavorisées et la suppression de toute augmentation en pourcentage;

- L'intégration de toutes les primes dans le salaire;
- Le refus de l'indexation du salaire sur la production ou la productivité;
- Le paiement intégral des journées de grève.

En vous battant pour ces objectifs de classe, en vous resserrant autour de notre Parti - qui lie ces revendications immédiates à la perspective révolutionnaire -, vous reconstituerez l'armée internationale du prolétariat dirigée par son Parti de classe.

Le 20 mai 1968 **Parti Communiste International**



**GREVISTES! OUVRIERS!**

Le mécontentement ouvrier qui couvait depuis dix ans éclate enfin. L'«année sociale» que le gouvernement promet toujours et ne fait jamais, c'est nous qui décidons de la faire nous-mêmes: la grève se généralise, plus personne ne promet plus par avance de la terminer avant de n'avoir rien obtenu.

Ni la Gauche de M. Mitterrand, ni le P.C.F., ni les syndicats n'ont voulu cela: c'est nous, parce que nous sommes fatigués des promesses, de l'attente éternelle, de la passivité de «nos» organisations - nous seuls. Alors, ne leur faisons pas plus confiance pendant cette grève qu'avant. Ils ne le méritent pas. La preuve? Mitterrand, effrayé des désordres demande en pleurant au gouvernement gaulliste: «Qu'avez-vous fait de l'Etat?» Que ferait Mitterrand au pouvoir? Il restaurerait l'autorité de l'Etat qui lui est si chère au lieu de satisfaire nos revendications. C'est pourquoi lui et la Gauche ne disent pas: «Renversons le gouvernement gaulliste! Fondons une république sociale!», mais lion verra aux élections». La Gauche bavarde, mais elle a peur du pouvoir - les élections sont dans quatre ans, mais aujourd'hui restaurer l'ordre serait dur! Et le P.C.F., soit-disant gauche de la Gauche? Rompt-il avec cet allié bourgeois? Réclame-t-il le pouvoir pour satisfaire nos revendications qu'il dit «légitimes»? Non. Le P.C.F. «envisage» - il continue d'envisager - ce qu'il appelle un «gouvernement populaire et d'union démocratique», c'est-à-dire une coalition avec la Gauche championne de l'«autorité» de l'Etat des

patrons. Et il veut nous faire croire qu'un pareil gouvernement, «progressive-ment», satisfait nos revendications?

Il est normal que ces partis électoraux essayent de nous endormir pour avoir nos voix, bavardent sans agir, promettent sans intention de tenir. Mais que font nos syndicats? Rien. Aucune revendication précise. Pas de coordination des grèves déjà déclenchées. Surtout, pas de mot d'ordre de grève générale. Le prétexte? «Chaque ouvrier doit rester libre de décider». Mensonge! Chaque fois qu'il a fallu reprendre le travail sans avoir rien obtenu, l'ouvrier n'était libre de rien: c'est le syndicat seul qui décidait. Il décide la reprise, jamais la lutte. Lui aussi il a peur pour l'«autorité de l'Etat»; la preuve, c'est que sa seule directive est: «occupez vos usines; interdisez à toute personne étrangère au personnel d'entrer et d'intervenir». Voilà comment ils «organisent» la lutte. Il faut que nous soyons isolés, consignés dans nos entreprises, à l'abri de toute autre influence que la leur. De quoi ont-ils peur? De la colère ouvrière, de notre colère à nous tous. Nous avons notre police parmi nous, et c'est ça qui ose s'appeler «organisation syndicale» !

Ne comptons que sur nous. Nos revendications, c'est à nous de les formuler; nos grèves, c'est à nous de les coordonner; notre mouvement, c'est à nous de le rendre général; nous n'avons pas besoin qu'on nous boucle dans les entreprises comme des enfants pour nous «protéger» des «provocations»: il n'y a pas de pire provocation que celle qui nous pousse à attendre encore et toujours, à céder encore et toujours.

Ce que nous voulons, c'est ce qui nous unit et non ce qui nous divise, nous ouvriers, parce que tant que nous nous faisons concurrence, nous ne sommes pas une force, pas une classe:

- AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES - MAIS MOINS ON GAGNE, PLUS ON DOIT ETRE AUGMENTE, ET NON L'INVERSE, COMME D'HABITUDE;
- REDUCTION GENERALE DE LA DUREE DU TRAVAIL - DANS L'IMMEDIAT, 40 H PAYEES 48;
- INTEGRATION DES PRIMES DANS LE SALAIRE DE BASE: UN SALAIRE, PLUS D'AUMONES;
- MEMES GARANTIES POUR LES CONTRACTUELS OU LES AUXILIAIRES QUE POUR LE PERSONNEL PERMANENT OU TITULAIRE;
- PAIEMENT INTEGRAL DES JOURNEES DE GREVE.

Depuis des années, ces revendications reviennent sur le tapis. Jamais, on n'a rien obtenu. Pourquoi? Pendant que le patronat défend ses intérêts, nous n'osons pas mener une lutte sérieuse, nous nous laissons toujours intimider. Cela suffit. Que nous manque-t-il? De croire à nos revendications - de ne plus avoir peur de notre force, seul moyen de les faire aboutir - d'en

---

finir avec le rêve qu'on nous fera un jour ces cadeaux sans que nous ayons lutté, et lutté durement, contre tous ceux qui craignent pour l'ordre public, ennemis du dehors mais aussi du dedans, patrons, mais aussi faux militants syndicalistes, faux socialistes, faux communistes.

Reste le chômage. Tant qu'il y aura capitalisme, il y aura chômage. Le capitalisme, il faut le détruire. La révolution sociale, il faudra la faire. Rien ne nous en dispensera, mais nous en sommes encore loin. En attendant, pas de le compréhension» pour le patronat! Pas de modération avec tous ceux qui considèrent comme normal un «certain volant de chômage», c'est à dire la misère de centaines de milliers d'entre nous, privés de leur gagne-pain. On nous dit: «contentez-vous d'une allocation!»; les partis soi-disant ouvriers crient: «expansion! nouveaux investissements! nouvelles entreprises!», c'est-à-dire: «Capital, grandis et prospère pour que nous puissions vivre en te servant et t'honorant!». Refuser, c'est dire:

**- PAIEMENT DU SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS!** Notre sort ne dépend que de nous. Que tous ceux qui approuvent ce tract exigent:

**-LA MISE EN PLACE DE PIQUETS DE GREVE, MAIS LA FIN DE L'ISOLEMENT ET DE L'EMPRISONNEMENT DANS CHAQUE USINE SOUS PRETEXTE D'«OCCUPATION»;**

**- DES REUNIONS INTERPROFESSIONNELLES AUSSI LARGES QUE POSSIBLES DANS NOS BATIMENTS SYNDICAUX QUI NE SONT PAS LA PROPRIETE DE LA BUREAUCRATIE SYNDICALE, MAIS LA NOTRE.**

Le 22 mai 1968.

**Groupes syndicaux du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL**  
composés d'adhérents à la CGT et à la FEN

---

---

**CONTRE LE RÉFORMISME !  
CONTRE L'AVENTURISME !**

**VIVE LA LUTTE POUR LA RÉVOLUTION COMMUNISTE !**

La formidable vague de grève qui a paralysé la France a montré la fragilité de l'équilibre social de la société capitaliste. Nou, communistes, avons salué avec joie ce réveil du prolétariat et les perspectives qu'il ouvre

---

pour l'avenir. Mais, seuls contre tous, nous avons prévu et proclamé dès le début qu'il n'aboutirait dans l'immédiat qu'à des résultats très limités. Car non seulement le prolétariat désorganisé est incapable de prendre le pouvoir, mais il ne peut même pas soutenir sur le plan économique une lutte frontale et unitaire contre la bourgeoisie.

C'est que, après 40 années de contre-révolution, le prolétariat est désorienté et désorganisé ou, pis encore, organisé dans les partis mêmes de la contre-révolution, les faux partis communistes. Ces partis ont renoncé une fois pour toutes à détruire le capitalisme, pour se mettre au service des intérêts de la «nation», du «peuple», du «progrès économique», c'est-à-dire de la bourgeoisie, de l'économie capitaliste. Les seules luttes qu'ils conçoivent pour les prolétaires sont celles qui visent à défendre leurs intérêts en tant que catégorie de la société bourgeoise. Mais en réalité, les intérêts, même immédiats, des prolétaires sont opposés à ceux de l'«économie nationale», ce qui oblige ces entremetteurs à une gymnastique obscène: chaque fois que c'est possible, ils soumettent les prolétaires aux impératifs bourgeois (guerre impérialiste, produire d'abord, etc...), mais lorsque la colère des prolétaires ne peut être étouffée, ils «prennent la tête» des luttes pour mieux les canaliser.

Aujourd'hui, beaucoup de prolétaires commencent à comprendre que ces partis trahissent la cause de la révolution en même temps que leurs intérêts immédiats, et ils cherchent à retrouver la voie révolutionnaire. Ils rencontrent parfois des «extrémistes» qui leur tiennent des discours alléchants, qui poussent à n'importe quelle action, sur n'importe quel mot d'ordre, dans n'importe quelles circonstances, comme si toute action violente devait conduire, par une escalade automatique, à la révolution. Ces gens qui croient que «si les travailleurs descendaient dans la rue de la même façon (que les étudiants) le gouvernement s'écroulerait et l'Etat des patrons avec lui», sont peut-être moins répugnants que les «camarades-ministres» (ex ou futurs!), mais ils sont tout aussi dangereux.

Aux réformistes et à tous les faux révolutionnaires (des «pro-chinois» aux anarchistes en passant par les trotskystes et les «étudiants»), le Parti Communiste International oppose la véritable position communiste:

- La société capitaliste ne peut pas être «réformée», mais doit être détruite de fond en comble. L'objectif du prolétariat n'est pas un «juste» ou un «bon» salaire, mais l'abolition du salariat. L'objectif du prolétariat n'est pas le «progrès dans l'expansion démocratique», mais la destruction des rapports capitalistes de production, du marché, de la concurrence, de la production soumise à la rentabilité et au profit. L'objectif du prolétariat n'est pas de gérer l'économie capitaliste à la place du patron, mais de libérer l'humanité des lois de l'économie capitaliste, de produire selon les besoins humains et non plus selon les lois aveugles du marché et de l'accumulation du capital.

---

Cette tâche historique, le prolétariat est seul à pouvoir l'accomplir, car il est la seule classe directement et totalement opposée au Capital. Il ne peut l'accomplir que par sa révolution violente et sa dictature de classe. Quiconque prêche aujourd'hui la lutte contre les «monopoles», contre le «gaullisme», pour le «peuple» ou la «démocratie» prépare la trahison de demain!

- Le prolétariat ne peut accomplir sa tâche que s'il agit en tant que classe, c'est à dire constitué en parti. Le parti est à la fois la conscience et la volonté du prolétariat. Conscience: claire vision du but et des moyens, c'est à dire du programme et de la tactique de classe, qui ne sont pas «inventés» librement et spontanément au fur et à mesure, mais imposés par l'histoire et l'expérience, cristallisés dans la doctrine de classe. Volonté: organisation réelle du prolétariat autour de ce programme, qui seul lui permet d'agir dans l'histoire.

En l'absence du Parti dans ce double sens, la lutte la plus héroïque ne peut mener qu'à la défaite. Quiconque prêche la «révolte», quiconque prêche la «révolution spontanée» et sans parti, prépare en réalité la contre-révolution!

Aujourd'hui, après le raz-de-marée de la contre-révolution, le parti ne compte que de faibles forces. Notre mouvement et lui seul a sauvé la doctrine intégrale de Marx et de Lenine, le programme et la tactique communistes. La crise capitaliste qui s'annonce permettra au Parti de se développer. Car la lutte que le prolétariat devra engager pour défendre ses conditions d'existence rendra toujours plus manifeste la trahison des réformistes et l'impuissance des révoltés. Elle fera comprendre aux prolétaires que seule la perspective révolutionnaire leur permet de lutter véritablement contre l'intérêt «populaire» et «national» qui les écrase.

Tout en sachant bien qu'aucune amélioration ne sera définitive, tant qu'il n'aura pas conquis le pouvoir politique, le prolétariat doit lutter sur le terrain économique pour s'unifier et s'organiser, faire de son syndicat l'école du communisme. Ainsi la C.G.T. redevenue Syndicat Rouge opposera aux revendications réformistes ses revendications unitaires:

- Réduction massive et immédiate de la journée de travail;
- Intégration des primes dans le salaire;
- Augmentation générale des salaires, plus forte pour les catégories les plus mal payées;
- Refus de l'indexation du salaire sur la production ou la productivité;
- Refus de la participation des syndicats à la gestion de l'entreprise ou de l'Etat bourgeois.

En défendant ces objectifs de classe contre les laquais du Capital qui font leur possible pour canaliser votre lutte vers un nouveau «Front Populaire» et soumettre une fois de plus les ouvriers aux impératifs bourgeois, vous

---

referez du Syndicat l'organe de liaison qu'il doit être entre le prolétariat et son Parti.

En vous resserrant autour de notre Parti - qui lie ces revendications immédiates à la perspective révolutionnaire - vous reconstituerez l'armée révolutionnaire internationale du prolétariat.

Le 24 mai 1968.

**Parti Communiste International**

---

---

### LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL DENONCE:

- LE GOUVERNEMENT comme l'organe de défense du grand Capital;
- LA FEDERATION DE LA GAUCHE qui veut exploiter le mouvement ouvrier dans des buts électoraux, mais qui, au pouvoir, ne satisferait pas ses revendications puisqu'elle défend l'expansion capitaliste et la grandeur nationale;
- LE P.C.F. qui «confond» les nationalisations en régime bourgeois et le socialisme; qui renie la dictature du prolétariat et prône la démocratie parlementaire; qui refuse toute violence de classe et qualifie de **provocation** toute menace à l'ordre établi;
- LES SYNDICATS qui consignent les grévistes dans les usines pour les isoler et mieux étouffer toute voix révolutionnaire.

### LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL PROCLAME:

La classe ouvrière doit conduire son action présente de résistance au Capital sans jamais oublier que la bourgeoisie ne cède qu'à la FORCE et qu'elle tente toujours de reprendre ses concessions.

C'est pourquoi la lutte des classes est une lutte POLITIQUE qui vise à retirer à la bourgeoisie tout pouvoir en exerçant sur elle la DICTATURE DU PROLETARIAT, seul moyen d'en finir avec l'exploitation, le chômage et les guerres, et d'avancer vers le SOCIALISME.

---

- *Annexe* -

# L'idéologie soixante-huitarde et le communisme révolutionnaire

(COMPTE-RENDU SOMMAIRE DU RAPPORT À LA RÉUNION  
GÉNÉRALE DU PARTI, MAI 1978)

Au cours des dix dernières années des flots d'encre ont coulé pour tenter de donner une définition du mouvement qui a pris naissance en 1968. Il est presque inutile de souligner que ce mouvement est désormais « officiellement » catalogué comme un mouvement de **rénovation** de la société et il faut reconnaître qu'une bonne partie des moeurs actuelles ont trouvé, grâce au mouvement de 68, la force de s'imposer. Ceci indique déjà la valeur et les limites de ce mouvement. Si nous aussi avons à donner une définition, nous dirions: dans le mouvement social qui culmina en 1968 en Italie, en France, en Allemagne et qui avait touché les USA et le Japon quatre ou cinq ans plus tôt, mouvement international à fond étudiant, bien qu'il ait déclenché en France une formidable grève ouvrière, se sont exprimées les contradictions **secondaires** du système capitaliste moderne dans sa phase culminante d'ascension. Ces contradictions ont pris essentiellement la forme d'une opposition entre développement du capitalisme et oppression croissante (ou plus exactement subordination croissante au capitalisme) de toutes les branches de l'activité humaine. En substance, on peut dire que le développement forcené du système, sa soif d'un « plan » qui lui fournisse une garantie constante de développement et domestique toute énergie physique, entre à un moment donné en contradiction avec l'organisation sociale que le système s'était donnée dans la phase précédente. Les monopoles conquièrent de nouveaux domaines, asservissent de nouveaux espaces jusqu'alors hors d'atteinte, la loi de développement du capital est la seule valeur et tout doit s'y plier: ceci entre en contradiction avec l'idéologie **libérale** encore inscrite dans les constitutions des nations modernes, qui ne peuvent renier

cette idéologie pour la raison que le capitalisme est un système basé en même temps sur le culte et l'écrasement de l'individu.

En conclusion, pour étrange que cela puisse paraître (mais comme nous le verrons pour le marxisme cela n'a rien d'étrange), le capitalisme moderne produit, outre la contradiction fondamentale entre prolétariat et bourgeoisie, des contradictions secondaires qui sont la conséquence de son développement et qui « sont liées à ce que l'on a appelé le phénomène de la « tertiarisation », c'est-à-dire au développement des couches sociales liées aux secteurs non industriels et non agricoles. Dans certaines circonstances (absence du mouvement prolétarien organisé sur son terrain politique et de classe, phase de prospérité économique), cette contradiction secondaire peut apparaître, superficiellement, comme principale et même comme la contradiction qui se substitue à la contradiction fondamentale de la société.

Le premier rapport de notre réunion s'est ainsi proposé de montrer le caractère « libéral » des idéologies liées au mouvement de 68, en dépit de différences considérables entre les précurseurs américains et leurs successeurs européens.

Un double aspect caractérise cette conception, qui a connu ensuite des versions différentes et différentes issues dans des « écoles » et des aires géographiques variées. Confondant une **phase** du capitalisme avec sa substance, elle le conçoit comme « néo-capitalisme », comme **système planifié de développement** ou « société de bien-être », régie par des lois différentes de celles du capitalisme classique. Elle revendique alors l'**opposition** à ce « système ».

Ceci explique pourquoi tout mouvement, même le plus violent, lié à la contestation, s'est trouvé en définitive confronté aux possibilités suivantes:

1) Se rendre compte que ce qu'il croyait éternel n'est qu'une phase qui se termine et se déclare en faillite en prononçant sa dissolution comme mouvement politique d'opposition.

2) Se rendre compte que, à travers cette phase, la substance du système n'a pas changé et revenir au projet, réunissant le réformisme et le spontanéisme, de le changer de l'intérieur.

3) Se développer, face aux difficultés objectives, comme réaction volontariste pour démolir enfin le « plan du capital » (réactions de type terroriste). Toutes ces réactions sont liées au fond idéaliste et « superstructurel » des mouvements en question.

Une quatrième possibilité, révolutionnaire et prolétarienne, elle, découle d'un bilan qu'il s'agit de fournir **du dehors**, mais qui peut trouver un terrain fécond précisément au moment de l'effondrement des « illusions de mai »: c'est la compréhension de la phase actuelle dans tout l'arc historique du capitalisme et de la trajectoire parallèle parcourue par le mouvement de classe prolétarien, le seul qui soit révolutionnaire de façon conséquente.

---

Seule la **théorie marxiste** est capable d'expliquer que les phases les plus modernes du capitalisme sont celles d'un système unique, dont la substance est restée inchangée, et dont les lois ont déjà été découvertes; la pratique politique du mouvement prolétarien; la pratique politique du mouvement prolétarien n'exige pas, elle non plus, de révisions stratégiques ou tactiques (c'est-à-dire en ce qui concerne les objectifs à réaliser et la tactique à utiliser), même si l'effort de compréhension et d'analyse de tous les phénomènes nouveaux doit être développé.

L'exposé a insisté sur le lien entre l'ensemble du mouvement de ces années et les théorisations qui aujourd'hui encore sont avancées soit par des adeptes convaincus de l'excellence du système», soit par des innovateurs (plus ou moins nostalgiques), soit par des «révolutionnaires «encore enthousiastes. Ces théorisations insistent sur les traits particuliers du capitalisme actuel. Pour les uns et les autres il en découle qu'il est impossible de proposer la révolution communiste telle que l'a conçue la «ligne qui va de Marx à Lénine et à la III<sup>e</sup> Internationale». Pour les uns, naturellement, la révolution était déjà exclue avant et elle l'est à plus forte raison aujourd'hui; pour les autres la révolution aura un caractère absolument inédit.

En réalité, ce qui vaut pour tous c'est la restauration du grand principe proudhonien: la révolution (ou la rénovation) est **d'abord sociale et ensuite politique**. Les rénovateurs soutiennent, avec de bons arguments, même s'ils trouvent de moins en moins d'écho, que, sur la base de ce grand principe, la révolution n'est pas un acte, mais une série d'actes qui se produisent **avant** la grande transformation sociale, et ces actes ce sont les réformes: exigeons des loyers justes et nous nous rapprocherons de la suppression des loyers; rendons juste le capitalisme et nous nous rapprocherons de la société socialiste, société juste par définition (ici le marxisme répond simplement que, si les réformes étaient vraiment possibles, elles rendraient **éternel** le «meilleur capitalisme»).

Les «révolutionnaires» de 68 font le même raisonnement: imposons au capitalisme, par notre force, notre organisation, un **système de vie différent**, mesurons-nous avec lui sur le terrain **social**, par exemple, sur le terrain de la distribution de la richesse produite, du logement, etc., et nous imposerons dans le même temps une lutte **politique** qui sera victorieuse à condition qu'elle ait déjà conquis ce terrain social, et non pas en se fixant comme objectif central une révolution dépassée comme «la prise du Palais d'Hiver». C'est cela le «marxisme de 68», un «marxisme» qui rejette la voie révolutionnaire définie par Lénine et la III<sup>e</sup> Internationale. Ceci reste vrai même si depuis 68 sont revenus sur le devant de la scène des mouvements qui ne reniaient pas cette voie, comme les staliniens «orthodoxes» et les contorsionnistes qui se réclament de Trotsky: mais il est caractéristique que ces mouvements aient dû pratiquement, renoncer à leurs références verbales et embrasser,

---

eux aussi, en grande partie, au risque de rester en marge, comme cela est arrivé aux dogmatiques, l'idéologie spontanéiste de 68.

Nous avons démontré que ce contenu est «dans» 68, et ce contre tous les commentateurs qui soutiennent la thèse selon laquelle 77 (révolte étudiante à Rome et à Bologne) ne serait plus marxiste alors que mai 68 l'était. Le marxisme de 68 était le réformisme des partis ouvriers enrichi par le spontanéisme (dont l'idéologie, il faut le souligner, est **libérale**) du mouvement étudiant et des couches «émergentes». L'évolution ultérieure et la crise qui a concerné surtout pour l'instant, les espoirs des couches montantes (si possible avec leur petite valise de «valeurs» personnelles), ont creusé le sillon que le mariage en projet entre réformisme et spontanéisme essayait de combler. Ce mariage aussi, comme la plupart des mariages, est en crise permanente.

Le «général» dans cette union difficile peut être le mouvement prolétarien renaissant, capable d'une critique impitoyable de toute «poésie du passé», c'est-à-dire du moment où, comme dit Marx, la «phrase comptait plus que le contenu». Il est le seul mouvement capable de «tirer sa poésie» de l'avenir, le seul capable de surmonter la phase actuelle d'apparente restauration de la «vieille société». Et c'est encore Marx qui nous décrit la réalité après une apparence de révolution: «Au lieu que la **société** elle-même se soit donné un nouveau contenu, c'est l'Etat qui paraît seulement être revenu à sa forme primitive, à la simple domination insolente du sabre et du goupillon (...). La société semble être actuellement revenue à son point de départ. En réalité, c'est maintenant seulement qu'elle doit se créer son point de départ révolutionnaire, c'est-à-dire la situation, les rapports, les conditions qui, seuls, permettent une révolution sociale sérieuse» (Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Ed. Sociales, p. 19).

Et c'est précisément l'Etat, avec son **blindage** actuel, qui nous montre la vérité marxiste:

**la révolution est d'abord politique, ou elle n'est rien.**

# AUX EDITIONS PROGRAMME

<b>EN FRANCAIS</b>					
<b>Série «Les textes du Parti Communiste International»</b>					
1. Communisme et fascisme	7 €	et de nationalisme	1,5 €		
2. Parti et classe	3 €	24 Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	1 €		
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire	épuisé	25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne	1,5 €		
4. Eléments d'orientation marxiste	2 €	26 A propos de la polémique sur notre texte. Auschwitz ou le grand alibi: ce que nous nions et ce que nous affirmons	1,5 €		
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme»)	15 €	27 Algérie: Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!	1,5 €		
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	épuisé	<b>Suppléments au « prolétaire »</b>			
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	7,5 €	- Mouvements revendicatifs et socialisme	1 €		
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS)	4,5 €	- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition !	1 €		
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	9 €	- Pour un anti-racisme prolétarien	1 €		
10. Eléments de l'économie marxiste	9 €	- Révolution et contre-révolution en Russie	1 €		
		- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre antiprolétarien	0,5 €		
<b>Brochures « le prolétaire »</b>		- Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	1 €		
5. Question féminine et lutte de classe	1 €	- Algérie: Les enseignements du «Mouvement de Printemps» (1981)	1 €		
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	1 €	<b>Série «Les cahiers d'el-Oumami»</b>			
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)	1 €	1. Le syndicalisme en Algérie (1919-1979)	1 €		
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	1 €	2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires (1981)	1 €		
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	1 €	3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau»	1 €		
11. Auschwitz ou le grand alibi	1 €	<b>Revue théorique « Programme communiste »</b>			
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	1 €	- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies)	2 à 3 € le numéro		
13. Le marxisme et l'Iran	1 €	- Numéros 51 à 57	2 €		
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte	1 €	- Numéro 58 (112 pages)	4 €		
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	1 €	- Numéros 59 à 88	2 €		
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981)	1,5 €	- Numéro 89	3 €		
18. Vive la lutte des ouvriers polonais!	1 €	- Numéros 90 à 96	4 €		
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	2 €	<b>Série des éditions Prométhée</b>			
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques	0,5 €	- Terrorisme et communisme, Léon Trotsky	7,5 €		
21. Lénine sur le chemin de la révolution	1,5 €	<b>EN ITALIEN</b>			
22. Marxisme et science bourgeoise	1,5 €	- Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919)	15 €		
23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise		vol. I bis (racolta di scritti 1912-1919)	4,5 €		
		vol. II (1919-1920)	18 €		
		vol. III (1920-1921)	épuisé		
		- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	22,5 €		
		- Classe Partito Stato nella teoria marxista	1,5 €		
		- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	épuisé		
		<b>I testi del partito comunista internazionale</b>			
		1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario	2 €	1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	4 €
		2. In difesa della continuità del programma comunista	épuisé	2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	4 €
		3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico	épuisé	3. Partido y clase	épuisé
		4. Partito e classe	2 €	<b>EI Programa Comunista</b>	
		5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	2 €	- n°1 à 38, n°40	2 €
		6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	épuisé	- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolucion comunista mundial)	2 €
		7. Lezioni delle controrivoluzioni	2 €	- n° 41, 42, 43	3 €
		<b>Quaderni del Programma Comunista</b>		- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	1,5 €
		- Il mito della pianificazione socialista in Russia	1,5 €	<b>EN ALLEMAND</b>	
		- Il «rilancio dei consumi sociali» ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	1,5 €	1. Die Frage der revolutionären Partei in Russland	3 €
		- Il proletariato e la guerra	1,5 €	2. Revolution und Konterrevolution in Russland	3 €
		- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	1,5 €	3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	2 €
		<b>Reprint « il comunista »</b>		4. Die Grundfragen des revolutionären Kommunismus	3 €
		- Marxismo e scienza borghese	2 €	5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	4 €
		- La lotta di classe dei popoli non bianchi	1,5 €	6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	3 €
		- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	6 €	<b>Kommunistisches Programm</b> (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	3 €
		- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune	4,5 €	<b>EN ARABE</b>	
		- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	2 €	- Pour le parti ouvrier indépendant	1 €
		- Abaco della economia marxista	2 €	- Thèses caractéristiques du parti	1,5 €
		- Lotta di classe e questione femminile	2 €	- Les communistes et la question de la liberté politique	1,5 €
		- La teoria marxista della moneta	2 €	- Manifeste du P.C. International	2 €
		- Il proletariato e la seconda guerra mondiale	2 €	- Ce qui distingue notre parti	1 €
		- Antimilitarismo di classe e guerra	4 €	<b>EN PORTUGUAIS</b>	
		<b>Altri opuscoli</b>		1. Teses características do partido	1,5 €
		- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	1,5 €	2. Lições das contra-revoluções	1,5 €
		- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	1,5 €	3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	1,5 €
		- Il marxismo e l'Iran (1980)	1,5 €	- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	1,5 €
		- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	2 €	<b>ENTURC</b>	
		- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	1,5 €	- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels)	1,5 €
		- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	1,5 €	- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	1 €
		- Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	1,5 €	- Bulletin <b>Enternationalist Proleter</b> (3 nos parus)	1 €
		<b>EN ANGLAIS</b>		<b>EN HOLLANDAIS</b>	
		- The fundamentals of Revolutionary Communism	4,5 €	- Het demokratisch principe	1 €
		- Party and Class	4,5 €	<b>EN POLONAIS</b>	
		<b>Communist Program</b> Ns 1 to 7	3 €	- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	1,5 €
		The Party's Programme	1,5 €	<b>EN PERSE</b>	
		<b>EN ESPAGNOL</b>		- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	1,5 €
				- Les fedayins et la question de l'Etat	1 €
				<b>EN GREC</b>	
				- Parti et classe	3 €
				<b>EN DANOIS / SUEDOIS</b>	
				1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristiske teser	3 €

2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet	3 €	materialismo (198 p.)	6 €
<b>AUX EDITIONS « ISKRA »</b>		- Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.)	9 €
- Economia marxista ed economia contro-rivoluzionaria (263 p.) - A. Bordiga	9 €	- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.)	6 €
- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.) - A. Bordiga	6 €	- La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.)	9 €
- Imprese economiche di pantalone (153 p.) - A. Bordiga	6 €	<b>AUX «EDIZIONI SOCIALI»</b>	
- Proprietà e capitale (202 p.) - A. Bordiga	6 €	- Dialogato con Stalin - A. Bordiga	4,5 €
- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.) - A. Bordiga	9 €	- Dialogato coi Morti - A. Bordiga	épuisé
- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.)	6 €	- La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone)	épuisé
- Plechanov: Contributi alla storia del		- La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione	7,5 €

## Vient de paraître : «Communisme et Fascisme»

(140 pages - Prix 7 €)

### Au sommaire de cette ré-édition:

**Préface - Introduction - La fonction de la social-démocratie en Italie** («Il comunista» du 6 février 1921) - **Les sociaux-démocrates et la violence** («Il comunista» du 12 avril 1921) - **Les voies qui conduisent au «noskisme»** («Il comunista» du 14 juillet 1921) - **Le fascisme** («Il comunista» du 17 novembre 1921) - **Le programme fasciste** («Il comunista» du 27 novembre 1921) - **Du gouvernement** («Il comunista» du 2 décembre 1921) - **Le rapport des forces sociales et politiques en Italie** («Rassegna comunista» des 30 septembre et 31 octobre 1921) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IVème Congrès de l'Internationale Communiste** (2ème séance - 16 novembre 1922) - **Rome et Moscou** («Il lavoratore» du 17 janvier 1923) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au Vème Congrès de l'Internationale Communiste** (23ème séance - 2 juillet 1924) - **Annexe: Les tâches du parti communiste face à la crise de la société capitaliste italienne** (Rapport d'A. Gramsci au C.C. du P.C.I.; «L'Unita» du 26 août 1924)

### PAIEMENT :

Par mandat ou chèque à l'ordre de: **DESSUS (sans autre mention), envoyé à notre adresse de Lyon, ci-dessous.**

Commandes à notre adresse: **Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon (France)**

*FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter).*

**AVERTISSEMENT: LES TEXTES EPUISÉS OU EN VOIE D'ÉPUISEMENT NE PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES.**

### ORGANES PERIODIQUES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- **«le prolétaire»** : Journal bimestriel en français - Prix de l'exemplaire: 1€; 3FS; £ 1

- **«Il comunista»** : Journal bimestriel en italien - Prix de l'exemplaire: 1,5€; 5FS; £1,5

- **«programme communiste»** : Revue théorique - Prix de l'exemplaire : 4 €; 10 FS; £ 3; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 4 US \$.

- **«el programa comunista»** : Revue théorique en espagnol - Prix de l'exemplaire : 3€; 8 FS; 2 £; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 3 US \$

## Programme du Parti Communiste International

**Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):**

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

\* \* \* \* \*

**La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:**

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les

employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

**9.** Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

**10.** L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

**11.** La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

